

COMPTES PUBLICS

1993-1994

Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1994**

Québec 

#J
9921
29
23
C738
1993/04, 3
Px.01
QUDF

COMPTES PUBLICS

1993-1994

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1994**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-29135-2 (édition complète)
ISBN 2-550-29139-5 (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1994
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994**

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	13
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	17
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	21
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	25
Fonds de développement international et Rapport du Vérificateur	29
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	33
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	39
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger et Rapport du Vérificateur	45
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	52
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	58
Fonds des approvisionnements et services et Rapport du Vérificateur	64
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	74
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun et Rapport du Vérificateur	79
Fonds des moyens de communication et Rapport du Vérificateur	82
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	90

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994 (suite)	
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	97
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	99
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	106
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	113
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	118
Fonds du courrier et de la messagerie et Rapport du Vérificateur	122
Fonds du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	127
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	134
Fonds Les Publications du Québec et Rapport du Vérificateur	136
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	143

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35.1 et P-30)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Primes	91 408 \$	90 074 \$
Revenus de placements (note 3)	299 176	226 716
Recouvrement d'une réclamation en exécution de garantie		300
	390 584	317 090
DÉPENSES		
Réclamations en exécution de garantie	607 544	500 790
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	(216 960)	(183 700)
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	2 557 636	2 741 336
SOLDE DU FONDS À LA FIN	2 340 676 \$	2 557 636 \$

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	23 617 \$	16 451 \$
Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	119 613	47 861
Dépôts à participation (note 4)	2 825 922	2 509 202
	2 969 152 \$	2 573 514 \$
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	219 000 \$	184 000 \$
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Réclamation en exécution de garantie à payer	607 245 \$	
Primes perçues d'avance	21 231	15 878 \$
Solde du fonds	2 340 676	2 557 636
	2 969 152 \$	2 573 514 \$
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	219 000 \$	184 000 \$
POLICES DE GARANTIE (note 6)		

Pour la Régie,

Jean Bertrand
 Fernand Beaudet

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1994	1993
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	295 057 \$	214 469 \$
Dépôt à vue	4 119	6 673
Gain sur aliénation d'unités de participation		5 574
	<u>299 176 \$</u>	<u>226 716 \$</u>

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1994	1993
Nombre d'unités	3 403	3 040
Valeur marchande par unité	834,36 \$	836,01 \$
Coût d'acquisition des unités	2 825 922 \$	2 509 202 \$
Valeur marchande des unités	2 839 316 \$	2 541 470 \$

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicommis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et des coupons d'intérêts d'obligations du gouvernement du Québec inscrits au bilan à leur valeur nominale, soit 199 000 \$ (164 000 \$ en 1993) déposés par un marchand de lait et 20 000 \$ déposés par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 353 M\$ au 31 mars 1994 (399 M\$ au 31 mars 1993).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1994, ainsi que les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 13 mai 1994

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Suramendes compensatoires	1 600 271 \$	1 154 442 \$
Contributions pénales	106 505	73 679
	<u>1 706 776</u>	<u>1 228 121</u>
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux centres d'aide	765 000	684 500
À SOS - Violence conjugale	181 000	151 500
À des projets spéciaux	45 980	24 900
	<u>991 980</u>	<u>860 900</u>
Traitements et avantages sociaux	326 899	317 956
Services professionnels	12 861	18 495
Frais de déplacement et colloques	37 428	32 711
Publicité	25 229	32 056
Services de communication	40 395	50 301
Loyers	42 296	45 871
Frais de formation	1 096	677
Fournitures et approvisionnements	5 307	3 175
Abonnements	2 358	1 493
Mobilier et équipement	2 191	6 483
Intérêts et frais bancaires	7	21
	<u>1 488 047</u>	<u>1 370 139</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	218 729	(142 018)
EXCÉDENT AU DÉBUT	831 553	973 571
EXCÉDENT À LA FIN	<u>1 050 282 \$</u>	<u>831 553 \$</u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Encaisse	572 172 \$	370 049 \$
Placement temporaire - au coût (note 3)	500 000	500 000
Frais payés d'avance	3 703	4 404
	<u>1 075 875 \$</u>	<u>874 453 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	25 593 \$	42 900 \$
EXCÉDENT	<u>1 050 282</u>	<u>831 553</u>
	<u>1 075 875 \$</u>	<u>874 453 \$</u>

Christine Viens
Administratrice du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Michel Bouchard
Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Opérations

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

3. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

4. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 15 837 \$ (1993: 14 470 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 19 juillet 1994

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1994**

	1994	1993
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	10 671 908 \$	11 087 123 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(670 565)	(252 171)
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	3 237 858	3 468 088
Pertes sur contrats à terme sur obligations	(81 190)	
	<u>13 158 011</u>	<u>14 303 040</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	11 710	13 527
Commissions sur contrats à terme sur obligations	1 200	
	<u>12 910</u>	<u>13 527</u>
REVENU NET	<u>13 145 101 \$</u>	<u>14 289 513 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994**

	1994	1993
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	113 224 000 \$	100 937 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	31 512 000	29 843 000
Remboursements du principal des obligations	(12 453 000)	(17 556 000)
Solde à la fin	<u>132 283 000</u>	<u>113 224 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	2 165 630	14 022 324
Revenu net	13 145 101	14 289 513
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(3 109 822)	(26 146 207)
Solde à la fin	<u>12 200 909</u>	<u>2 165 630</u>
SOLDE DU FONDS	<u>144 483 909 \$</u>	<u>115 389 630 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Placements (note 4)	141 171 612 \$	112 915 484 \$
Intérêts courus	3 299 056	2 498 023
Encaisse	13 241	
	<u>144 483 909 \$</u>	<u>115 413 507 \$</u>
 PASSIF		
Chèque en circulation moins encaisse		23 877 \$
SOLDE DU FONDS	<u>144 483 909 \$</u>	<u>115 389 630</u>
	<u>144 483 909 \$</u>	<u>115 413 507 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 086 890 \$ (1993: 1 452 594 \$).

4. PLACEMENTS

	1994	1993
Obligations - à la valeur nominale	122 724 000 \$	96 041 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduites des primes	4 906 977	1 368 798
	127 630 977	97 409 798
Placements à court terme - au coût	13 540 635	15 505 686
	141 171 612 \$	112 915 484 \$

Au 31 mars 1994, la valeur marchande des obligations est de 125 488 934 \$ (1993: 100 937 221 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 23 août 1994

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	30 187 294 \$	34 183 731 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(2 060 001)	(548 396)
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	11 873 242	15 559 895
Pertes sur contrats à terme sur obligations	(794 820)	
	<u>39 205 715</u>	<u>49 195 230</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	24 136	39 716
Commissions sur contrats à terme sur obligations	8 100	
	<u>32 236</u>	<u>39 716</u>
REVENU NET	<u>39 173 479 \$</u>	<u>49 155 514 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	334 470 200 \$	285 694 200 \$
Contributions du gouvernement du Québec	73 347 300	76 650 000
Remboursements du principal des obligations	(81 455 000)	(27 874 000)
Solde à la fin	<u>326 362 500</u>	<u>334 470 200</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	10 096 767	11 557 566
Revenu net	39 173 479	49 155 514
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(46 574 790)	(50 616 313)
Solde à la fin	<u>2 695 456</u>	<u>10 096 767</u>
SOLDE DU FONDS	<u>329 057 956 \$</u>	<u>344 566 967 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Placements (note 4)	321 417 874 \$	335 698 394 \$
Intérêts courus	7 624 245	8 864 359
Encaisse	15 837	33 014
	<u>329 057 956 \$</u>	<u>344 595 767 \$</u>
 PASSIF		
Créditeurs		28 800 \$
 SOLDE DU FONDS	<u>329 057 956 \$</u>	<u>344 566 967</u>
	<u>329 057 956 \$</u>	<u>344 595 767 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été constitué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 2 166 818 \$ (1993: 7 470 738 \$).

4. PLACEMENTS

	1994	1993
Obligations - à la valeur nominale	286 209 000 \$	296 761 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	15 921 339	11 487 260
	302 130 339	308 248 260
Placements à court terme - au coût	19 287 535	27 450 134
	321 417 874 \$	335 698 394 \$

Au 31 mars 1994, la valeur marchande des obligations est de 298 758 798 \$ (1993: 317 913 215 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-05), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 23 août 1994

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	7 216 361 \$	7 108 885 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(156 600)	(33 304)
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	1 113 672	2 994 907
Pertes sur contrats à terme sur obligations	(163 500)	
	<u>8 009 933</u>	<u>10 070 488</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	10 036	10 321
Commissions sur contrats à terme sur obligations	1 950	
	<u>11 986</u>	<u>10 321</u>
REVENU NET	<u>7 997 947 \$</u>	<u>10 060 167 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	64 144 000 \$	46 572 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	33 723 000	21 852 000
Remboursements du principal des obligations	(13 275 000)	(4 280 000)
Solde à la fin	<u>84 592 000</u>	<u>64 144 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	8 695 585	5 283 418
Revenu net	7 997 947	10 060 167
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(7 000 000)	(6 648 000)
Solde à la fin	<u>9 693 532</u>	<u>8 695 585</u>
SOLDE DU FONDS	<u>94 285 532 \$</u>	<u>72 839 585 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Placements (note 4)	92 089 958 \$	71 553 290 \$
Intérêts courus	2 179 918	1 253 738
Encaisse	15 656	32 557
	<u>94 285 532 \$</u>	<u>72 839 585 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>94 285 532 \$</u>	 <u>72 839 585 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 179 161 \$ (1993: 1 024 327 \$).

4. PLACEMENTS

	1994	1993
Obligations - à la valeur nominale	76 882 000 \$	66 472 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduites des primes	4 346 368	1 206 290
	81 228 368	67 678 290
Placements à court terme - au coût	10 861 590	3 875 000
	92 089 958 \$	71 553 290 \$

Au 31 mars 1994, la valeur marchande des obligations est de 80 492 463 \$ (1993: 70 229 478 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-05), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 23 août 1994

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	21 159 131 \$	23 372 977 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(1 360 907)	310 652
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	9 229 851	12 238 629
Pertes sur contrats à terme sur obligations	(486 700)	(233 980)
	<u>28 541 375</u>	<u>35 688 278</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	17 826	28 581
Commissions sur contrats à terme sur obligations	6 750	8 865
	<u>24 576</u>	<u>37 446</u>
REVENU NET	<u>28 516 799 \$</u>	<u>35 650 832 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	222 407 000 \$	193 395 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	68 054 000	68 938 000
Remboursements du principal des obligations	(41 779 000)	(39 926 000)
Solde à la fin	<u>248 682 000</u>	<u>222 407 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	13 897 090	8 050 749
Revenu net	28 516 799	35 650 832
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(26 972 601)	(29 804 491)
Solde à la fin	<u>15 441 288</u>	<u>13 897 090</u>
SOLDE DU FONDS	<u>264 123 288 \$</u>	<u>236 304 090 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Placements (note 4)	258 739 889 \$	231 205 736 \$
Intérêts courus	5 366 866	5 046 488
Encaisse	16 533	41 366
Dépôt sur contrats à terme sur obligations		10 500
	<u>264 123 288 \$</u>	<u>236 304 090 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>264 123 288 \$</u>	 <u>236 304 090 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2. de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 068 788 \$ (1993: 3 583 851 \$).

4. PLACEMENTS

	1994	1993
Obligations - à la valeur nominale	206 205 000 \$	201 951 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	14 973 254	6 007 786
	221 178 254	207 958 786
Placements à court terme - au coût	37 561 635	23 246 950
	258 739 889 \$	231 205 736 \$

Au 31 mars 1994, la valeur marchande des obligations est de 215 768 341 \$ (1993: 214 060 780 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié les bilans du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 23 août 1994

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS		
Agence canadienne de développement international (ACDI)	987 194 \$	1 343 016 \$
Ministère des Affaires internationales, de l'immigration et des Communautés culturelles	86 457	116 614
	<u>1 073 651</u>	<u>1 459 630</u>
COÛTS DES PROJETS		
Traitements et avantages sociaux	352 865	511 028
Services de transport et de communication	203 261	192 611
Matériel et équipement	49 571	33 936
Fournitures	11 425	41 386
Services professionnels et autres	477 499	558 470
	<u>1 094 621</u>	<u>1 337 431</u>
Frais d'administration des projets		
Traitements et avantages sociaux	15 670	16 600
Fournitures	1 843	8 236
Téléphone	9 858	10 331
Loyers	65 299	51 233
Amortissement des immobilisations	4 554	2 200
	<u>1 191 845</u>	<u>1 426 031</u>
EXCÉDENT DES COÛTS SUR LES CONTRIBUTIONS	(118 194)	33 599
EXCÉDENT AU DÉBUT	227 071	193 472
EXCÉDENT À LA FIN	<u>108 877 \$</u>	<u>227 071 \$</u>

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	924 474 \$	160 127 \$
Débiteurs	50 819	178 444
Avances aux projets de développement	43 922	17 207
Frais payés d'avance	1 722	171 210
	<u>1 020 937</u>	<u>526 988</u>
Immobilisations (note 3)	8 110	12 664
	<u>1 029 047 \$</u>	<u>539 652 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	88 489 \$	
Revenus perçus d'avance	526 589	7 489 \$
	<u>615 078</u>	<u>7 489</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	305 092	305 092
	<u>920 170</u>	<u>312 581</u>
EXCÉDENT	108 877	227 071
	<u>1 029 047 \$</u>	<u>539 652 \$</u>

Bernard Gayraud
Administrateur du Fonds de développement
international

Robert Normand
Sous-ministre des Affaires internationales,
de l'Immigration et des Communautés culturelles

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de développement international, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet la gestion et le financement de projets de développement financés, en tout ou en partie, par des organismes de développement international dans le cadre d'ententes internationales ou intergouvernementales.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	33 1/3 %
Mobilier de bureau	20 %

3. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	8 564 \$	3 854 \$	4 710 \$
Mobilier de bureau	8 500	5 100	3 400
	17 064 \$	8 954 \$	8 110 \$
			12 664 \$

4. DU AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Solde dû suite au transfert de certains actifs et passifs du gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	105 092 \$	105 092 \$
Avances, sans intérêt et sans modalités de remboursement	200 000	200 000
	305 092 \$	305 092 \$

5. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 4 633 \$ (1993: 9 755 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de développement international du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 20 juillet 1994

FONDS DE FINANCEMENT
(L.R.Q., c. A-6)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
REVENU NET D'INTÉRÊTS		
Intérêts sur prêts	266 415	178 375
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	7 531	1 121
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	(268 130)	(179 115)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(7 786)	(1 105)
Intérêts sur placements temporaires	1 041	1 364
	(929)	640
AUTRES OPÉRATIONS		
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs - net (note 3)	6 556	8 404
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	1 460	1 615
Gain net de change	17	
	8 033	10 019
	7 104	10 659
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements, salaires et allocations	797	765
Services professionnels, administratifs et autres	115	16
Service de transport et de communication	22	29
Loyers	177	177
Amortissement des immobilisations	20	20
Autres	4	7
	1 135	1 014
REVENU NET	5 969	9 645

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT	9 774	7 329
Revenu net	5 969	9 645
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(9 700)	(7 200)
SOLDE À LA FIN	6 043	9 774

FONDS DE FINANCEMENT

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994
 (en milliers de dollars)

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	5 969	9 645
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(7 531)	(1 121)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	7 786	1 105
Amortissement des immobilisations	20	20
	6 244	9 649
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(7 618)	(8 262)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(1 374)	1 387
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	2 816 508	1 644 869
Remboursement d'avance du Fonds consolidé du revenu	(1 269 320)	(20 520)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(9 700)	(7 200)
Liquidités provenant des activités de financement	1 537 488	1 617 149
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Prêts	(2 886 463)	(1 628 622)
Remboursement de prêts	1 324 431	40 335
Acquisitions d'immobilisations		(9)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 562 032)	(1 588 296)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(25 918)	30 240
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	42 091	11 851
LIQUIDITÉS À LA FIN	16 173	42 091

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE FINANCEMENT

BILAN

au 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	1994	1993
ACTIF		
Prêts (note 4)	4 194 857	2 625 294
Intérêts courus sur prêts	109 750	84 630
	<u>4 304 607</u>	<u>2 709 924</u>
Encaisse	3 073	91
Placements temporaires - au coût	13 100	42 000
Débiteurs	1 664	4
Intérêts courus à recevoir sur placements temporaires	16	
Immobilisations (note 5)	35	55
Frais reportés - escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	12 264	4 882
Frais d'émission reportés	350	
	<u>4 335 109</u>	<u>2 756 956</u>
PASSIF		
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	4 208 565	2 661 377
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	118 685	85 778
Créditeurs	63	27
Revenus reportés	1 753	
	<u>4 329 066</u>	<u>2 747 182</u>
EXCÉDENT	6 043	9 774
	<u>4 335 109</u>	<u>2 756 956</u>

Carole Massé
Administratrice du Fonds de financement

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financement est un fonds spécial institué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au Fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais et revenus reportés

Les frais et revenus reportés sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

3. FRAIS D'ÉMISSION DE PRÊTS IMPUTÉS AUX EMPRUNTEURS - NET

	1994	1993
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	9 819	9 825
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(3 263)	(1 421)
	<u>6 556</u>	<u>8 404</u>

4. PRÊTS

	1994	1993
Emprunteurs:		
Commissions scolaires	1 070 526	676 375
Collèges d'enseignement général et professionnel	224 018	128 706
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)		
Corporation d'hébergement du Québec	561 764	319 911
Autres	306 336	133 433
Établissements universitaires	52 118	54 233
Fonds spéciaux	14 326	4 980
Entreprises et organismes du Gouvernement	1 965 769	1 307 656
	<u>4 194 857</u>	<u>2 625 294</u>

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

(en milliers de dollars)

4. PRÊTS (suite)

Les échéances et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin.

Le solde à amortir au cours des années subséquentes des escomptes et primes sur prêts est de 6 465 834 \$ au 31 mars 1994 (2 393 482 \$ au 31 mars 1993).

5. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût	Amortissement accumulé	Net
Mobilier de bureau	9	5	6
Équipements informatiques	74	43	45
Logiciels	11	11	4
	<u>94</u>	<u>59</u>	<u>55</u>

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Échéance Année financière	1994	
	Montant	Taux (%)
1995	143 434	9,375; 5,36; 4,65; 3,875 et variable * (1)
1996	1 694	9,375
1997	154 046	9,85; 9,375 et variable *
1998	833 394	9,375; 8,50; 8,00; 7,01 et variable *
1999	86 100	9,375
2000	994 686	9,375; 8,89; 8,50 et 6,00
2001	1 694	9,375
2002	663 766	10,25; 10,24; 9,375 et 9,31
2003	345 451	9,375; 9,25 et 9,10
2004-2008	839 781	9,375; 8,66; 8,48 et 7,50
2009-2013	8 471	9,375
2014-2018	8 471	9,375
2019-2023	127 577	9,375 (2)
	<u>4 208 565</u>	

* Taux des acceptations bancaires plus ou moins un pourcentage variant entre 0,11 et 0,28.

(1) Remboursements annuels de 1 % au Fonds consolidé du revenu sur des avances du 4 et du 31 mars 1993 totalisant 117 695 800 \$; les remboursements ont débuté en janvier 1994.

(2) Remboursements annuels de 1 % au Fonds consolidé du revenu sur une avance du 24 mars 1994 au montant de 51 716 800 \$; les remboursements débiteront en janvier 1995.

FONDS DE FINANCEMENT**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1994**

(en milliers de dollars)

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 31 787 \$ (1993: 28 105 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 21 juin 1994

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE
(L.R.Q., c. M-15)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Inscriptions aux cours	581 277 \$	894 835 \$
Correction et tutorat	419 829	288 471
Ventes de matériel didactique	1 650 894	1 457 505
Ententes	114 734	279 887
Redevances	98 786	96 865
Autres	181 027	53 095
	<u>3 046 547</u>	<u>3 070 658</u>
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	849 409	1 064 640
Achats de matériel didactique	937 605	1 017 031
Stocks à la fin (note 3)	(844 418)	(849 409)
	<u>942 596</u>	<u>1 232 262</u>
REVENU BRUT	<u>2 103 951</u>	<u>1 838 396</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 003 351	3 579 827
Services de transport et de communication	419 967	749 631
Services professionnels et administratifs	1 138 223	1 616 481
Loyer	429 626	521 311
Location d'équipement	14 264	34 225
Entretien et réparations	18 098	29 949
Fournitures	53 356	42 403
Matériel et équipement	4 678	12 392
Frais financiers	23 560	38 376
Amortissement des immobilisations	186 532	174 410
Amortissement des frais reportés		120 511
Mauvaises créances	25 025	26 247
	<u>5 316 680</u>	<u>6 945 763</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	<u>3 212 729</u>	<u>5 107 367</u>
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>4 263 718</u>	<u>3 359 799</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	<u>1 050 989 \$</u>	<u>(1 747 568) \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars

	1994	1993
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	56 881 \$	(260 451) \$
Revenu net (Perte nette)	1 050 989	(1 747 568)
Subvention du gouvernement du Québec pour résorption du déficit cumulé		2 064 900
EXCÉDENT À LA FIN	<u>1 107 870 \$</u>	<u>56 881 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (Perte nette)	1 050 989 \$	(1 747 568) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	186 532	174 410
Amortissement des frais reportés		120 511
	1 237 521	(1 452 647)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 483 760	(2 068 873)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	2 721 281	(3 521 520)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme		81 754
Remboursement de la dette à long terme	(13 923)	(13 032)
Subvention du gouvernement du Québec pour résorption du déficit cumulé		2 064 900
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(13 923)	2 133 622
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisitions d'immobilisations	(5 633)	(81 755)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	2 701 725	(1 469 653)
(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(955 127)	514 526
LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) À LA FIN	1 746 598 \$	(955 127) \$

Les liquidités comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	746 598 \$	544 873 \$
Placements temporaires - au coût	1 000 000	
Débiteurs	548 003	566 272
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	648 962	2 481 587
Frais payés d'avance	2 475	31 316
Stocks (note 3)	855 015	891 503
	<u>3 801 053</u>	<u>4 515 551</u>
Immobilisations (note 4)	93 448	274 347
	<u>3 894 501 \$</u>	<u>4 789 898 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	304 892 \$	760 291 \$
Avance du Fonds consolidé du revenu		1 500 000
Revenus reportés	222 141	199 205
Versement sur la dette à long terme (note 5)	15 215	13 923
	<u>542 248</u>	<u>2 473 419</u>
Dette à long terme (note 5)	2 244 383	2 259 598
	<u>2 786 631</u>	<u>4 733 017</u>
EXCÉDENT	1 107 870	56 881
	<u>3 894 501 \$</u>	<u>4 789 898 \$</u>

Henri Tardif
Administrateur du Fonds de la
formation à distance

Pierre Lucier
Sous-ministre de l'Éducation

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial institué par la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15), a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance. Il peut également fournir, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le ministère de l'Éducation est à redéfinir le lieu d'exercice de la formation à distance. Des pourparlers ont été entrepris avec le réseau des commissions scolaires dans le but d'y transférer ces activités. Le Fonds de la formation à distance cessera ses opérations à l'intérieur d'un échéancier qui reste à déterminer.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Le coût du stock de matériel didactique ne comprend que les coûts directs d'impression et n'inclut pas les coûts de conception, de développement et de rédaction des cours.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement dont le coût unitaire est de moins de 1 000 \$ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Logiciels	33 1/3 %

3. STOCKS

	1994	1993
Matériel didactique	844 418 \$	849 409 \$
Fournitures	10 597	42 094
	<u>855 015 \$</u>	<u>891 503 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

4. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	519 088 \$	469 145 \$	49 943 \$
Mobilier et équipement de bureau	367 247	364 444	2 803
Logiciels	35 545	35 545	
	921 880	869 134	52 746
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	51 960	11 258	40 702
	973 840 \$	880 392 \$	93 448 \$

5. DETTE À LONG TERME

	1994	1993
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 \$	2 191 767 \$
Emprunt commercial garanti par l'équipement, taux de 8,99 % la première année et de 6,95 % les années suivantes, échéant en 1998	24 835	29 794
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux de 7,4 % échéant en 1998	42 996	51 960
	2 259 598	2 273 521
Versement échéant en deçà d'un an	15 215	13 923
	2 244 383 \$	2 259 598 \$

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1994
1995	12 809 \$
1996	12 809
1997	12 808
1998	12 808
Total des paiements minimums exigibles	51 234
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements exigibles	(8 238)
	42 996 \$

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. DETTE À LONG TERME (suite)

Les montants des versements en capital à effectuer sur les autres dettes à long terme au cours des quatre prochaines années financières se détaillent comme suit:

	1994
1995	5 588 \$
1996	5 983
1997	6 406
1998	6 858

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1994 s'élèvent à 142 513 \$ (1993: 152 418 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié les bilans du Fonds de la formation à distance du gouvernement du Québec aux 31 mars 1994 et 1993 ainsi que les états des opérations, les états de l'excédent et les états de l'évolution de la situation financière des années financières terminées à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds aux 31 mars 1994 et 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour les années financières terminées à ces dates selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées avec uniformité.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 juillet 1994

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
	(12 mois)	(13 mois)
REVENUS		
Biens et services rendus - ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles	12 288 871 \$	12 374 123 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Location d'espaces	7 708 103	7 732 282
Exploitation	1 002 545	1 012 648
Mobilier	314 157	1 387 256
Équipement	49 932	289 873
Entretien et réparations	426 199	528 734
Aménagement	169 048	78 912
Traitements et avantages sociaux	328 694	427 157
Déplacements	36 526	141 718
Honoraires professionnels	6 859	41 207
Poste, messagerie et communications	21 196	19 900
Frais financiers - net (note 3)	822 544	379 105
Amortissement des immobilisations	996 606	604 371
Gain sur aliénations d'immobilisations		(11 519)
Indemnité sur bris de contrat de location		131 327
	11 882 409	12 762 971
REVENU NET (PERTE NETTE)	406 462	(388 848)
DÉFICIT AU DÉBUT	(388 848)	
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	17 614 \$	(388 848) \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (Perte nette)	406 462 \$	(388 848) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	996 606	604 371
Gain sur aliénations d'immobilisations		(11 519)
	1 403 068	204 004
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(1 133 649)	484 717
Liquidités provenant des activités d'exploitation	269 419	688 721
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme	3 662 185	4 998 145
Remboursement de la dette à long terme	(3 217 217)	(130 349)
Dû au Fonds consolidé du revenu	(1 950 000)	2 150 000
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(1 505 032)	7 017 796
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'oeuvres d'art	(584)	(18 245)
Acquisitions d'immobilisations	(430 485)	(6 531 770)
Produit d'aliénations d'immobilisations		50 149
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(431 069)	(6 499 866)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(1 666 682)	1 206 651
ENCAISSE AU DÉBUT	1 206 651	
(CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ENCAISSE)		
ENCAISSE À LA FIN	(460 031) \$	1 206 651 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse		1 206 651 \$
Débiteurs (note 4)	1 135 891 \$	1 697 665
Frais payés d'avance	17 120	4 900
Dépôts de garantie		87 658
	1 153 011	2 996 874
Oeuvres d'art	51 198	50 614
Immobilisations (note 5)	11 974 916	12 541 037
	13 179 125 \$	15 588 525 \$
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	460 031 \$	
Créditeurs et frais courus	504 079	2 274 940 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu	200 000	2 150 000
Versements sur la dette à long terme (note 6)	1 149 108	479 720
	2 313 218	4 904 660
Dette à long terme (note 6)	10 848 293	11 072 713
	13 161 511	15 977 373
EXCÉDENT (DÉFICIT)	17 614	(388 848)
	13 179 125 \$	15 588 525 \$

ENGAGEMENTS (note 7)

Jean Lefebvre
Administrateur du Fonds de la gestion des
immeubles du Québec à l'étranger

Robert Normand
Sous-ministre des Affaires internationales,
de l'Immigration et des Communautés culturelles

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet de gérer et de financer les biens et services fournis par le ministre aux représentations du Québec à l'étranger.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les oeuvres d'art sont réparties dans l'ensemble des délégations et résidences officielles du Québec à l'étranger.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les achats de meubles dont le coût est de plus de 5 000 \$ sont capitalisés. Les travaux d'aménagement et d'améliorations locatives excédant 100 000 \$ sont également capitalisés.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode et taux
Bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 25 ans
Aménagement des bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 10 ans
Améliorations locatives	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % sur la durée du bail jusqu'à un maximum de 10 ans
Mobilier et équipement	Amortissement linéaire au taux de 20 %
Véhicules motorisés	Amortissement linéaire au taux de 20 %

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Conversion des devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière ainsi que les avances aux délégations sont convertis au taux de change prévalant à la date du transfert des fonds requis pour effectuer les transactions. Les créanciers sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan.

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

3. FRAIS FINANCIERS - NET

	1994	1993
Intérêts sur la dette à long terme	789 589 \$	403 577 \$
Frais d'émission de la dette à long terme	32 955	44 819
	<u>822 544</u>	<u>448 396</u>
Moins:		
Intérêts capitalisés à l'aménagement des bâtiments		69 291
	<u>822 544 \$</u>	<u>379 105 \$</u>

4. DÉBITEURS

	1994	1993
Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles	397 824 \$	
Avances aux délégations	729 928	1 118 002 \$
Autres	8 139	579 663
	<u>1 135 891 \$</u>	<u>1 697 665 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	1994			1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	1 807 422 \$		1 807 422 \$	1 807 422 \$
Bâtiments	764 915	16 703 \$	748 212	756 662
Aménagement des bâtiments	3 290 721	228 840	3 061 881	3 266 298
Améliorations locatives	2 636 638	372 237	2 264 401	2 509 354
Mobilier	1 053 829	338 166	715 663	779 486
Équipement	1 338 908	460 138	878 770	941 219
Véhicules motorisés	326 569	124 784	201 785	159 069
	<u>11 219 002</u>	<u>1 540 868</u>	<u>9 678 134</u>	<u>10 219 510</u>
Bâtiment détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	2 345 694	48 912	2 296 782	2 321 527
	<u>13 564 696 \$</u>	<u>1 589 780 \$</u>	<u>11 974 916 \$</u>	<u>12 541 037 \$</u>

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

6. DETTE À LONG TERME

	1994	1993
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 9,36 % et 8,52 % remboursables par versements annuels de 331 993 \$ et 457 700 \$, échéant en 2001	7 825 807 \$	4 979 900 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, remboursable en fonction de l'amortissement des immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution	4 152 763	4 916 898
Dû au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, sans intérêt et sans modalités de remboursement	18 830	18 245
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	1	1 637 390
	11 997 401	11 552 433
Versements échéant en deçà d'un an	1 149 108	479 720
	10 848 293 \$	11 072 713 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1995	1 149 108 \$
1996	1 134 227
1997	1 099 157
1998	811 358
1999	813 627

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des baux à long terme, en monnaie étrangère, échéant à diverses dates jusqu'en l'an 2004, pour la location de locaux commerciaux et de résidences.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

	Locaux commerciaux	Résidences	Total
1995	7 361 000 \$	1 154 900 \$	8 515 900 \$
1996	6 245 200	531 700	6 776 900
1997	5 365 700	153 600	5 519 300
1998	3 812 000	85 000	3 897 000
1999	2 244 500	85 000	2 329 500
2000 et subséquemment	4 648 400	85 000	4 733 400
	29 676 800 \$	2 095 200 \$	31 772 000 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 15 586 \$ (1993: 17 583 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 7 juillet 1994

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
REVENUS		
Droits, honoraires et ventes diverses (note 4)	26 967 924 \$	10 058 087 \$
Intérêts	846 316	107 252
	<u>27 814 240</u>	<u>10 165 339</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	5 474 109	4 154 611
Services professionnels et administratifs	1 657 898	732 587
Transport et communication	335 012	123 206
Entretien et réparations	62 581	52 222
Loyers	909 473	613 194
Fournitures et approvisionnement	114 580	127 555
Amortissement des immobilisations	71 486	79 401
Autres dépenses	1 678	4 587
	<u>8 626 817</u>	<u>5 887 363</u>
REVENU NET	<u>19 187 423 \$</u>	<u>4 277 976 \$</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	5 216 629 \$	953 738 \$
Redressement (note 3)		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale	(146 031)	(95 982)
Capitalisation d'immobilisations	65 134	
Solde redressé	<u>5 135 732</u>	<u>857 756</u>
Revenu net	<u>19 187 423</u>	<u>4 277 976</u>
SOLDE À LA FIN	<u>24 323 155 \$</u>	<u>5 135 732 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	19 187 423 \$	4 277 976 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	71 486	79 401
	19 258 909	4 357 377
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	2 730 442	2 012 996
Liquidités provenant des activités d'exploitation	21 989 351	6 370 373
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(139 060)	(175 372)
Produit d'aliénation d'immobilisations		67 464
Frais de développement de systèmes informatiques	(3 584 887)	(67 464)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(3 723 947)	(175 372)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	18 265 404	6 195 001
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	7 470 747	1 275 746
LIQUIDITÉS À LA FIN	25 736 151 \$	7 470 747 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	131 887 \$	1 970 747 \$
Placements temporaires, au coût	25 604 264	5 500 000
Débiteurs	227 758	614 187
Intérêts courus à recevoir	565 869	697
Frais payés d'avance	1 174	
	<u>26 530 952</u>	<u>8 085 631</u>
Frais de développement de systèmes informatiques	3 652 351	67 464
Immobilisations (note 5)	184 384	116 810
	<u>30 367 687 \$</u>	<u>8 269 905 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	5 150 191 \$	1 155 220 \$
Revenus perçus d'avance	894 341	1 978 953
	<u>6 044 532</u>	<u>3 134 173</u>
EXCÉDENT	24 323 155	5 135 732
	<u>30 367 687 \$</u>	<u>8 269 905 \$</u>

ENGAGEMENT (note 7)

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, constitué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fond est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations de 1 000 \$ et plus sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais de développement de systèmes informatiques

Les frais de développement de systèmes informatiques pour la réforme cadastrale sont comptabilisés au coût. Ces frais seront amortis au fur et à mesure de la livraison et de l'utilisation des systèmes selon l'amortissement linéaire sur la durée restante du programme de la réforme du cadastre, soit jusqu'au 31 mars 2007.

3. REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Des redressements ont été effectués aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993 et afin de capitaliser des immobilisations acquises au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1993 qui avaient été imputées aux opérations.

Les redressements ont eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitement et avantages sociaux	50 049 \$
Fournitures et approvisionnement	(81 417)
Amortissement de l'équipement	16 283
Revenu net	15 085
Immobilisations	65 134
Créditeurs	146 031
Excédent	(80 897)

4. DROITS, HONORAIRES ET VENTES DIVERSES

	1994	1993
Droits et honoraires perçus par les régistrateurs du Fonds des registres du ministère de la Justice	25 447 898 \$	8 522 156 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	1 520 026	1 535 931
	26 967 924 \$	10 058 087 \$

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipement	598 262 \$	413 878 \$	184 384 \$
			116 810 \$

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 266 383 \$ (1993: 193 485 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

7. ENGAGEMENT

Le Fonds s'est engagé envers un fournisseur relativement au développement et à l'exploitation de systèmes informatiques pour la mise en oeuvre et l'exploitation de la réforme du cadastre. Les paiements maximums futurs s'établissent comme suit:

1995	9 243 981 \$
1996	4 843 911
1997	4 488 221
1998	3 863 822
	22 439 935 \$

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 31 août 1994

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
REVENUS	7 007 166 \$	8 109 146 \$
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ		
Stocks au début	265 498	252 316
Achats	859 994	1 207 194
	1 125 492	1 459 510
Stocks à la fin	191 157	265 498
	934 335	1 194 012
REVENU BRUT	6 072 831	6 915 134
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	3 554	23 179
	6 076 385	6 938 313
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 143 775	3 469 729
Services de transport et de communication	166 901	141 777
Services professionnels, administratifs et autres	30 852	45 539
Entretien d'équipement	480 151	872 201
Loyers	698 592	777 455
Location d'équipement	1 411 001	1 219 519
Fournitures et approvisionnements	42 473	91 088
Intérêts et frais bancaires	94 093	44 439
Amortissement des immobilisations	156 787	162 334
Frais de formation	2 004	14 207
Frais généraux assumés par le gouvernement du Québec (note 9)		60 000
	6 226 629	6 898 288
(PERTE NETTE) REVENU NET	(150 244) \$	40 025 \$

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
EXCÉDENT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	341 149 \$	944 052 \$
Redressement		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(143 679)	(86 607)
Solde redressé	197 470	857 445
(Perte nette) Revenu net	(150 244)	40 025
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		700 000
EXCÉDENT À LA FIN	47 226 \$	197 470 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(150 244) \$	40 025 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	156 787	162 334
Gains sur aliénations d'immobilisations	(3 554)	(23 179)
	2 989	179 180
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	383 770	695 677
Liquidités provenant des activités d'exploitation	386 759	874 857
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(26 894)	(6 341)
Dette à long terme		247 500
Remboursement des avances au Fonds consolidé du revenu		(177 500)
Avances du Fonds consolidé du revenu	28 000	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(700 000)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	1 106	(636 341)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(82 786)	(264 973)
Produit d'aliénations d'immobilisations	29 691	26 411
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(53 095)	(238 562)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	334 770	(46)
ENCAISSE AU DÉBUT	57	103
ENCAISSE À LA FIN	334 827 \$	57 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	334 827 \$	57 \$
Débiteurs	1 171 755	1 527 871
Stocks	191 157	265 498
Frais payés d'avance	2 674	23 500
	<u>1 700 413</u>	<u>1 816 926</u>
Immobilisations (note 4)	635 566	735 704
	<u>2 335 979 \$</u>	<u>2 552 630 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	838 488 \$	906 001 \$
Versements sur la dette à long terme (note 5)	29 521	26 894
	<u>868 009</u>	<u>932 895</u>
Dette à long terme (note 5)	184 744	214 265
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	1 236 000	1 208 000
	<u>2 288 753</u>	<u>2 355 160</u>
EXCÉDENT	47 226	197 470
	<u>2 235 979 \$</u>	<u>2 552 630 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 7)

Gaston Couillard
Administrateur du Fonds de reprographie
gouvernementale

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux services gouvernementaux

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds était administré par le Ministre des Approvisionnements et Services jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du coût de remplacement est utilisée pour déterminer le coût des stocks.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	10 à 20 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitements et avantages sociaux	57 072 \$
Revenu net	(57 072)
Créditeurs et frais courus	143 679
Excédent	(143 679)

4. IMMOBILISATIONS

	1994			1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortisse- ment accumulé	Net	Net
Équipement de transformation	935 254 \$	380 915 \$	554 339 \$	616 172 \$
Équipement de bureau et informatique	87 093	65 484	21 609	35 387
Améliorations locatives	151 063	91 445	59 618	84 145
	<u>1 173 410 \$</u>	<u>537 844 \$</u>	<u>635 566 \$</u>	<u>735 704 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. DETTE À LONG TERME

	1994	1993
Solde dû sur acquisition d'immobilisations, au taux de 9,35539 %, remboursable par versements mensuels de 4 027 \$, échéant en décembre 1999	214 265 \$	241 159 \$
Versements échéant en deçà d'un an	29 521	26 894
	<u>184 744 \$</u>	<u>214 265 \$</u>

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1995	29 521 \$
1996	32 405
1997	35 570
1998	39 044
1999	42 857

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 1er octobre 1999 et remboursables par anticipation	<u>1 236 000 \$</u>	<u>1 208 000 \$</u>

7. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994: chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds de reprographie gouvernementale constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services à compter de cette date.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 126 667 \$ (1993: 135 967 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

9. FRAIS GÉNÉRAUX ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le montant de 60 000 \$ comptabilisé en 1992-1993 au titre des frais généraux assumés par le gouvernement du Québec représente une partie du coût des services de soutien administratif et technique, assumé par le gouvernement du Québec et non facturé au Fonds. Pour l'année financière terminée le 31 mars 1994, aucun montant n'a été inscrit pour ces frais.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que les dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Par ailleurs, le Fonds a comptabilisé certaines de ces dépenses à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1993. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, les redressements qui auraient dû être apportés à la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1994, au revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1993, aux créiteurs et frais courus aux 31 mars 1994 et 1993 et à l'excédent aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements qui auraient dû être apportés et dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 août 1994

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
REVENUS		
Ventes	36 886 363 \$	51 550 159 \$
Coût des marchandises vendues ou des services rendus	13 231 082	18 636 380
Revenu brut	23 655 281	32 913 779
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement	85 719	277 672
Gain (perte) sur aliénations d'immobilisations	93 832	(94 088)
Autres revenus	178 659	46 053
	358 210	229 637
	24 013 491	33 143 416
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	7 031 732	7 083 444
Services de transport et de communication	1 067 415	1 261 913
Services professionnels, administratifs et autres	376 330	669 864
Entretien et réparations	38 208	37 182
Loyers	1 383 321	1 383 901
Fournitures et approvisionnements	216 769	224 175
Amortissement des immobilisations	12 143 522	18 462 469
Intérêts sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	846 609	468 263
Intérêts et frais bancaires	481 406	1 602 226
Autres dépenses	25 984	
Frais généraux imputés par le gouvernement du Québec (note 10)		558 004
	23 611 296	31 751 441
REVENU NET	402 195 \$	1 391 975 \$

INFORMATION SECTORIELLE (note 12)

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	2 138 049 \$	1 457 281 \$
Redressement		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(145 927)	(57 134)
Solde redressé	1 992 122	1 400 147
Revenu net	402 195	1 391 975
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(1 200 000)	(800 000)
SOLDE À LA FIN	1 194 317 \$	1 992 122 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	402 195 \$	1 391 975 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	12 143 522	18 462 469
(Gain) Perte sur aliénations d'immobilisations	(93 832)	94 088
	12 451 885	19 948 532
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	851 013	659 172
Liquidités provenant des activités d'exploitation	13 302 898	20 607 704
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition		6 612 439
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(2 822 981)	(4 685 310)
Investissement net dans des contrats de location-financement		(32 000)
Encaissements sur investissement net dans des contrats de location-financement	1 967 742	1 794 667
Avances du Fonds consolidé du revenu		8 352 959
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(11 693 000)	(20 317 959)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(1 200 000)	(800 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(13 748 239)	(9 075 204)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(908 313)	(16 462 721)
Produit d'aliénations d'immobilisations	141 004	7 268 146
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(767 309)	(9 194 575)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(1 212 650)	2 337 925
LIQUIDITÉ AU DÉBUT	2 351 623	13 698
LIQUIDITÉ À LA FIN	1 138 973 \$	2 351 623 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le dépôt à terme.

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 4)	138 973 \$	2 351 623 \$
Dépôt à terme (note 4)	1 000 000	
Débiteurs	3 283 715	5 841 491
Stocks	3 702 721	3 225 162
Frais payés d'avance	80 146	105 098
Investissement net dans des contrats de location-financement	865 230	1 967 742
	9 070 785	13 491 116
Investissement net dans des contrats de location-financement		865 230
Immobilisations (note 5)	11 305 270	22 587 651
	20 376 055 \$	36 943 997 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 972 691 \$	4 223 875 \$
Revenus reportés	8 957	11 929
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	3 502 916	2 822 981
	6 484 564	7 058 785
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	5 775 242	9 278 158
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	6 921 932	18 614 932
EXCÉDENT	1 194 317	1 992 122
	20 376 055 \$	36 943 997 \$

ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 9)

Michel Gagnon
 Administrateur du Fonds des approvisionnements
 et services

Jean-Claude Careau
 Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des approvisionnements et services, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet le financement des biens et services fournis par le directeur général des achats en application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4), des fournitures et de l'ameublement, des équipements informatiques ainsi que de l'entretien des équipements bureautiques.

Ce Fonds était administré par le ministre des Approvisionnement et Services jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre déléguée aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures, d'ameublement et de pièces informatiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du dernier coût d'acquisition est utilisée pour déterminer le coût des stocks de fournitures et d'ameublement et la méthode du coût moyen est utilisée pour déterminer le coût des stocks de pièces informatiques.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipements informatiques	33 et 20 %
Équipements et outillage	20 %
Véhicules	20 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %

Les équipements informatiques loués sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'ordre numérique inversé des années sur une période de 2 à 5 ans.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Location-financement

Le revenu de financement découlant de ces contrats est imputé aux résultats selon une formule permettant de dégager un taux de rendement uniforme sur la durée du bail.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (suite)

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitements et avantages sociaux	88 793 \$
Revenu net	(88 793)
Créditeurs et frais courus	145 927
Excédent	(145 927)

4. ENCAISSE ET DÉPÔT À TERME

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à la loi constitutive du Fonds, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des Approvisionnement et Services.

5. IMMOBILISATIONS

	1994			1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipements informatiques	186 321 \$	94 028 \$	92 293 \$	128 300 \$
Équipements informatiques loués	15 389 167	9 954 072	5 435 095	9 255 016
Équipements et outillage	10 629	2 554	8 075	1 732
Véhicules	53 891	25 795	28 096	27 623
Mobilier de bureau	156 421	69 107	87 314	117 206
Améliorations locatives	52 237	26 119	26 118	39 178
Matériel de manutention	62 154	13 438	48 716	39 655
Matériel d'entrepôt	134 249	29 168	105 081	111 271
	16 045 069	10 214 281	5 830 788	9 719 981
Équipements informatiques détenus en vertu de contrats de location- acquisition	17 612 569	12 138 087	5 474 482	12 867 670
	33 657 638 \$	22 352 368 \$	11 305 270 \$	22 587 651 \$

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1995	4 314 689 \$
1996	1 218 689
1997	1 218 689
1998	1 218 689
1999	3 533 042
Total des paiements minimums exigibles	11 503 798
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	2 225 640
	9 278 158
Versements en capital échéant en deçà d'un an	3 502 916
	5 775 242 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

7. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Solde dû suite au transfert du passif du Fonds pour les équipements informatiques, portant intérêt au taux de 10,64 %, payable semestriellement et sans modalités de remboursement	2 000 000 \$	10 100 000 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des acquisitions de biens du ministère des Approvisionnement et Services au Fonds, sans intérêt, dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées	161 973	161 973
Avances sur base rotative, échéant le 31 mars 1996, sans modalités de remboursement et remboursables par anticipation, portant intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada.		
Elles se répartissent par secteur d'activité de la façon suivante:		
Fournitures et ameublement	3 670 000	4 470 000
Équipements informatiques		2 763 000
Acquisitions de biens et services	380 000	360 000
Entretien équipements bureautiques	709 959	759 959
	6 921 932 \$	18 614 932 \$

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 306 135 \$ (1993: 294 268 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds des Approvisionnement et Services constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services à compter de cette date.

10. FRAIS GÉNÉRAUX ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le montant de 558 004 \$ comptabilisé en 1992-1993 au titre des frais généraux assumés par le gouvernement du Québec représente une partie du coût des services de soutien administratif et technique, assumé par le gouvernement du Québec et non facturé au Fonds. Pour l'année financière terminée le 31 mars 1994, aucun montant n'a été inscrit pour ces frais.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

12. INFORMATION SECTORIELLE

Le Fonds des approvisionnements et services exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants:

- le secteur des acquisitions de biens et services assume la gestion des services reliés à l'acquisition et à la location de biens et services;
- le secteur des équipements informatiques défraie les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et loue ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec;
- le secteur de l'entretien des équipements bureautiques a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation des équipements bureautiques ainsi que des services connexes;
- le secteur des fournitures et de l'ameublement a pour objet de fournir des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement.

Secteurs d'activité	1994					
	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Revenus						
Ventes	6 057 279	\$ 14 020 233	\$ 3 303 269	\$ 13 879 189	\$ (373 607)	\$ 36 886 363
Coût des marchandises vendues ou des services rendus						
Stock au début			471 550	2 753 612		3 225 162
Achats	795 632		1 844 485	11 068 524		13 708 641
	795 632		2 316 035	13 822 136		16 933 803
Stock à la fin			462 499	3 240 222		3 702 721
	795 632		1 853 536	10 581 914		13 231 082
Revenu brut	5 261 647	14 020 233	1 449 733	3 297 275	(373 607)	23 655 281
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement		85 719				85 719
Gains sur aliénations d'immobilisations		93 832				93 832
Autres revenus	2 566		7 889	168 204		178 659
	2 566	179 551	7 889	168 204		358 210
Ventes intersectorielles	5 264 213 (304 257)	14 199 784	1 457 622 (22 765)	3 465 479 (46 585)	(373 607) 373 607	24 013 491
Montants à reporter	4 959 956	\$ 14 199 784	\$ 1 434 857	\$ 3 418 894	\$	24 013 491 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

12. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Secteurs d'activité	1994					
	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Montants reportés	4 959 956	\$ 14 199 784	\$ 1 434 857	\$ 3 418 894	\$	24 013 491 \$
Frais d'opération et d'administration						
Traitements et avantages sociaux	3 996 916	174 586	1 121 403	1 738 827		7 031 732
Services de transport et de communication	206 413		64 493	796 509		1 067 415
Services professionnels, administratifs et autres	255 560	22 163	25 007	377 857	(304 257)	376 330
Entretien et réparations	14 633		10 653	35 687	(22 765)	38 208
Loyers	636 323	6 032	129 670	611 296		1 383 321
Fournitures et approvisionnements	118 979		39 051	105 324	(46 585)	216 769
Amortissement des immobilisations	46 319	11 998 275	31 305	67 623		12 143 522
Intérêts sur obligations découlant de contrats de location-acquisition		846 609				846 609
Intérêts et frais bancaires	16 618	216 035	34 646	214 107		481 406
Autres dépenses				25 984		25 984
Frais généraux assumés par le gouvernement du Québec (note 10)						
	5 291 761	13 263 700	1 456 228	3 973 214	(373 607)	23 611 296
Frais intersectoriels	(56 874)		(3 282)	(313 451)	373 607	
	5 234 887	13 263 700	1 452 946	3 659 763		23 611 296
(Perte nette) Revenu net	(274 931) \$	936 084	(18 089) \$	(240 869) \$		402 195 \$
Éléments d'actifs sectoriels	1 071 944	\$ 12 992 336	\$ 1 256 075	\$ 5 138 391	(82 691) \$	20 376 055 \$
Acquisitions d'immobilisations	13 292	\$ 841 600	\$ 22 406	\$ 31 015		908 313 \$
1993						
Secteurs d'activité	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Revenus						
Ventes	6 884 290	\$ 21 176 167	\$ 3 710 794	\$ 20 460 487	(681 579) \$	51 550 159 \$
Coût des marchandises vendues ou des services rendus						
Stock au début			551 055	1 945 032		2 496 087
Achats	931 025		1 970 770	16 463 660		19 365 455
	931 025		2 521 825	18 408 692		21 861 542
Stock à la fin			471 550	2 753 612		3 225 162
	931 025		2 050 275	15 655 080		18 636 380
Revenu brut à reporter	5 953 265	\$ 21 176 167	\$ 1 660 519	\$ 4 805 407	(681 579) \$	32 913 779 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

12. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Secteurs d'activité	1993					
	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Revenu brut reportés	5 953 265	\$ 21 176 167	\$ 1 660 519	\$ 4 805 407	\$ (681 579)	\$ 32 913 779
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement		277 672				277 672
Perte (gain) sur aliénations d'immobilisations		(94 610)	500	22		(94 088)
Autres revenus		391		45 662		46 053
		183 453	500	45 684		229 637
Ventes intersectorielles	5 953 265 (545 284)	21 359 620	1 661 019 (33 558)	4 851 091 (102 737)	(681 579) 681 579	33 143 416
	5 407 981	21 359 620	1 627 461	4 748 354		33 143 416
Frais d'opération et d'administration						
Traitements et avantages sociaux	3 893 247	177 465	1 188 585	1 824 147		7 083 444
Services de transport et de communication	181 651		66 669	1 013 593		1 261 913
Services professionnels, administratifs et autres	471 930	63 501	36 482	643 235	(545 284)	669 864
Entretien et réparations	47 926			22 814	(33 558)	37 182
Loyers	590 584	5 555	135 210	652 552		1 383 901
Fournitures et approvi- sionnements	173 451		29 369	124 092	(102 737)	224 175
Amortissement des immo- bilisations	44 576	18 330 580	28 759	58 554		18 462 469
Intérêts sur obligations découlant de contrats de location-acquisition		468 263				468 263
Intérêts et frais bancaires	20 213	1 297 303	55 714	228 996		1 602 226
Autres dépenses						
Frais généraux assumés par le gouvernement du Québec (note 10)	450 000	20 000	10 000	78 004		558 004
	5 873 578 (125 114)	20 362 667	1 550 788 (12 556)	4 645 987 (543 909)	(681 579) 681 579	31 751 441
Frais intersectoriels	5 748 464	20 362 667	1 538 232	4 102 078		31 751 441
Revenu net (Perte nette)	(340 483)	\$ 996 953	\$ 89 229	\$ 646 276		\$ 1 391 975
Éléments d'actifs sectoriels	1 462 304	\$ 27 479 523	\$ 1 403 311	\$ 6 654 909	\$ (56 070)	\$ 36 943 997
Acquisitions d'immobilisations	1 150	\$ 16 362 817	\$ 38 811	\$ 59 943		\$ 16 462 721

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds des approvisionnements et services du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que les dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Par ailleurs, le Fonds a comptabilisé certaines de ces dépenses à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1993. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, les redressements qui auraient dû être apportés au revenu net des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, aux créiteurs et frais courus aux 31 mars 1994 et 1993 et à l'excédent aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements qui auraient dû être apportés et dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 août 1994

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS DE PLACEMENTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT	16 830 \$	15 720 \$
Revenus de placements	23 279	16 830
Remise au Fonds consolidé du revenu	(16 830)	(15 720)
SOLDE À LA FIN	23 279 \$	16 830 \$

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS CUMULÉS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994			1993
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus de placements	334 662 \$	299 090 \$	633 752 \$	471 673 \$
Contributions annulées	9 500	36 432	45 932	70 851
	344 162	335 522	679 684	542 524
Réclamations et frais de fiducie	312 183	385 912	698 095	1 713 996
Frais d'administration - gouvernement du Québec	21 706	15 156	36 862	36 104
	333 889	401 068	734 957	1 750 100
(Perte nette) Revenu net	10 273	(65 546)	(55 273)	(1 207 576)
Revenus cumulés au début	649 032	171 485	820 517	2 028 093
Revenus cumulés à la fin	659 305 \$	105 939 \$	765 244 \$	820 517 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	194 381 \$	129 141 \$
Placements temporaires - au coût	554 843	531 849
Revenus de placements à recevoir	320	2 105
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 1994: 406 261 \$ 1993: 366 904 \$)	400 000	354 000
	<u>1 149 544 \$</u>	<u>1 017 095 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	80 815 \$	184 403 \$
Placements temporaires - au coût	1 663 300	1 954 832
Revenus de placements à recevoir	37 724	62 137
Débiteurs	27 622	
Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	5 450 960	5 055 276
	<u>7 260 421 \$</u>	<u>7 256 648 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	1 126 265 \$	1 000 265 \$
Solde des revenus de placements à verser au Fonds consolidé du revenu	23 279	16 830
	<u>1 149 544 \$</u>	<u>1 017 095 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	154 311 \$	448 709 \$
Provision pour réclamations (note 6)	1 317 200	1 317 200
Contributions de base (note 5)	5 023 666	4 670 222
Avoir du fonds: Revenus cumulés	765 244	820 517
	<u>7 260 421 \$</u>	<u>7 256 648 \$</u>

ÉVENTUALITÉ (note 6)

La Présidente de l'Office de
la protection du consommateur,

Marie Bédard

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1994**1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION**

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus de placements provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des Fonds des cautionnements des agents de voyage ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière des fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont présentés à leur valeur nominale.

Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Réclamations et frais de fiducie à payer

L'excédent des réclamations et des frais de fiducie à payer par le Fonds sur le montant des cautionnements individuels est présenté au passif des cautionnements collectifs.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. DÉPÔTS À PARTICIPATION AU FONDS GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

	1994	1993
Nombre d'unités	6 476	6 027
Coût d'acquisition des unités	5 450 960 \$	5 055 276 \$
Valeur marchande des unités au 31 mars	5 403 295 \$	5 038 632 \$
Valeur marchande par unité au 31 mars	834 \$	836 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1994	1993
Solde au début	1 000 265 \$	979 490 \$
Dépôts de cautionnements	264 417	251 064
	<u>1 264 682</u>	<u>1 230 554</u>
Réclamations	99 417	15 508
Remises de cautionnements	29 000	214 781
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	10 000	
	<u>138 417</u>	<u>230 289</u>
Solde à la fin	<u>1 126 265 \$</u>	<u>1 000 265 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 27 010 000 \$ au 31 mars 1994 (23 878 750 \$ au 31 mars 1993). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

5. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1994	1993
Détaillants		
Solde au début	2 504 821 \$	2 342 346 \$
Contributions reçues	401 125	283 725
Contributions remboursées	(127 750)	(108 250)
Contributions annulées virées aux revenus	(9 500)	(13 000)
	<u>2 768 696</u>	<u>2 504 821</u>
Solde à la fin		
Grossistes		
Solde au début	2 165 402	2 062 252
Contributions reçues	260 000	263 500
Contributions remboursées	(134 000)	(102 500)
Contributions annulées virées aux revenus	(36 432)	(57 851)
	<u>2 254 970</u>	<u>2 165 401</u>
Solde à la fin		
Solde à la fin - détaillants et grossistes	<u>5 023 666 \$</u>	<u>4 670 222 \$</u>

6. ÉVENTUALITÉ

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. À la suite de ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

6. ÉVENTUALITÉ (suite)

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 2,6 M\$. À la date de préparation des états financiers, l'Office de la protection du consommateur n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le montant requis pour couvrir toutes les réclamations à venir. Cependant, pour les réclamations actuelles, une provision au montant de 1 317 200 \$ a été comptabilisée au 31 mars 1994.

Les montants que le Fonds pourrait être appelé à déboursier en excédent de la provision concernant cette éventualité seront considérés comme un redressement à affecter aux exercices antérieurs.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1994 ainsi que l'état des revenus de placements et du solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus cumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de leurs opérations et l'évolution de leur situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 15 juin 1994

**FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN
(L.R.Q., c. M-28)**

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions des automobilistes - net (note 1)	56 540	57 450
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des services de transport en commun (note 3)		
- Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	29 771	29 964
- Société de transport de la Communauté urbaine de Québec	8 446	8 498
- Société de transport de la Ville de Laval	3 404	3 648
- Société de transport de la rive-sud de Montréal	4 923	5 083
- Société de transport de l'Outaouais	3 399	3 386
- Corporation intermunicipale de transport des Forges	1 839	1 987
- Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	2 121	2 201
- Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	1 950	1 962
- Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec	687	721
	56 540	57 450

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

BILAN

au 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	1994	1993
ACTIF		
Encaisse	54	9
Placement temporaire - au coût	11 525	11 163
Contributions à recevoir de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 726	1 697
Fonds répartis à recevoir d'organismes publics de transport en commun	249	379
	<u>13 554</u>	<u>13 248</u>
PASSIF		
Dû aux organismes publics de transport en commun	<u>13 554</u>	<u>13 248</u>

Christian Crête
Administrateur du Fonds des contributions
des automobilistes au transport en commun

Yvan Demers
Sous-ministre des Transports

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28). Il a pour objet de pourvoir au financement des services de transport en commun des organismes publics visés à l'article 88.1 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Le Fonds est constitué des contributions des automobilistes au transport en commun perçues par la Société de l'assurance automobile du Québec, déduction faite d'un montant représentant 2 % des contributions perçues pour couvrir les frais d'administration de la Société.

La gestion des sommes qui constituent le Fonds est confiée au ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Les états financiers ne présentent pas les intérêts générés par le Fonds qui sont versés au Fonds consolidé du revenu ni les frais d'administration du Fonds qui sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. RÉPARTITION DES REVENUS

Les règles de partage entre les organismes des régions de Montréal et de Québec prévoient que les sommes qui constituent le Fonds sont réparties dans une proportion de 80 %, à partir des recettes générées par les usagers de leurs réseaux respectifs de transport en commun, et dans une proportion de 20 %, à partir des contributions des automobilistes ayant leur adresse sur le territoire d'une municipalité ou d'une réserve indienne dont le territoire est compris dans leur territoire respectif.

La répartition de ces sommes pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 a été effectuée à partir des données de l'année financière terminée le 31 décembre 1993 et inclut les ajustements effectués aux versements des trois premiers mois de 1993. Un ajustement aux versements à ces organismes pour les trois premiers mois de 1994 sera effectué lorsque les recettes des usagers et les contributions des automobilistes de l'année se terminant le 31 décembre 1994 seront connues.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 octobre 1994

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
REVENUS DE SERVICES		
Placement médias	11 966 465 \$	12 910 968 \$
Expositions	1 332 229	1 667 989
Traduction	863 537	872 767
Audiovisuel	23 228	731 749
	<u>14 185 459</u>	<u>16 183 473</u>
	-----	-----
COÛT DES SERVICES RENDUS (note 5)		
Placement médias	11 404 074	12 213 261
Expositions	1 515 893	1 790 157
Traduction	1 284 878	1 409 136
Audiovisuel	19 628	1 917 500
	<u>14 224 473</u>	<u>17 330 054</u>
	-----	-----
PERTE BRUTE (note 5)	(39 014)	(1 146 581)
AUTRES REVENUS	43 763	27 767
	<u>4 749</u>	<u>(1 118 814)</u>
	-----	-----
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	695 844	487 011
Intérêts sur avances du Fonds		
consolidé du revenu	13 260	46 495
Loyers	36 408	75 944
Transport et communication	18 380	23 586
Amortissement des immobilisations	128 490	148 397
Autres dépenses	34 051	54 508
	<u>926 433</u>	<u>835 941</u>
	-----	-----
PROVISION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE (note 3)	10 707	22 558
	<u>937 140</u>	<u>858 499</u>
	-----	-----
PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	(932 391)	(1 977 313)
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	1 101 500	2 072 900
	<u>169 109 \$</u>	<u>95 587 \$</u>
REVENU NET	-----	-----

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT		
Solde déjà établi	42 762 \$	(75 383) \$
Redressement		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(60 922)	(38 364)
Solde redressé	(18 160)	(113 747)
Revenu net	169 109	95 587
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	150 949 \$	(18 160) \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	169 109 \$	95 587 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	128 490	148 397
	297 599	243 984
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 280 919	(344 031)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	1 578 518	(100 047)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu		161 000
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu	(994 000)	
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(994 000)	161 000
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(33 690)	(62 937)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	550 828	(1 984)
ENCAISSE AU DÉBUT	12 925	14 909
ENCAISSE À LA FIN	563 753 \$	12 925 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 6)	563 753 \$	12 925 \$
Débiteurs	2 987 025	3 930 815
Frais payés d'avance	1 666	
Travaux en cours - au coût	6 029	18 362
	<u>3 558 473</u>	<u>3 962 102</u>
Immobilisations (note 7)	206 178	300 978
	<u>3 764 651 \$</u>	<u>4 263 080 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3 312 304 \$	2 985 842 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu		994 000
	<u>3 312 304</u>	<u>3 979 842</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt et sans modalités de remboursement	301 398	301 398
	<u>3 613 702</u>	<u>4 281 240</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT)	150 949	(18 160)
	<u>3 764 651 \$</u>	<u>4 263 080 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 9)

Raynald Brulotte
Administrateur du Fonds des moyens
de communicationJean-Claude Careau
Secrétaire associé aux Services
gouvernementaux

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet d'offrir les services de communication concernant la publicité, l'audiovisuel, l'exposition, la photographie et la traduction, pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds était administré par le ministère des Communications jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Provision pour l'équité salariale (1)	22 558 \$
Revenu net	(22 558)
Créditeurs et frais courus	60 922
Déficit	60 922

(1) Cette provision n'a pas été répartie entre le coût des services rendus et les frais d'opération et d'administration.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

Certaines dépenses du Fonds pour des services de soutien administratif et technique, assumées par le gouvernement du Québec et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations. Toutefois, à compter d'avril 1994, ces dépenses, maintenant assumées par le ministre délégué aux Services gouvernementaux, seront comptabilisées.

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. RÉSULTAT BRUT PAR TYPE DE SERVICES

	Placement médias		Expositions	
	1994	1993	1994	1993
Revenus de services	11 966 465 \$	12 910 968 \$	1 332 229 \$	1 667 989 \$
Coût des services rendus				
Achats de publicité	10 923 834	11 685 590		
Traitements et avantages sociaux	412 669	417 986	582 656	522 965
Services professionnels		840	521 152	727 768
Loyers	41 161	49 509	229 001	290 226
Transport et communication	14 032	13 784	92 682	164 560
Autres dépenses	12 378	45 552	90 402	84 638
	11 404 074	12 213 261	1 515 893	1 790 157
(Perte) Revenu brut	562 391 \$	697 707 \$	(183 664) \$	(122 168) \$

	Traduction		Audiovisuel *		Total	
	1994	1993	1994	1993	1994	1993
Revenus de services	863 537 \$	872 767 \$	23 228 \$	731 749 \$	14 185 459 \$	16 183 473 \$
Coût des services rendus						
Achats de publicité					10 923 834	11 685 590
Traitements et avantages sociaux	856 416	920 299			1 851 741	2 998 671
Services professionnels	315 997	341 549	1 599	314 753	838 748	1 384 910
Loyers	57 204	101 993		232 323	327 366	674 051
Transport et communication	25 905	23 270	14 591	63 442	147 210	265 056
Autres dépenses	29 356	22 025	3 438	169 561	135 574	321 776
	1 284 878	1 409 136	19 628	1 917 500	14 224 473	17 330 054
(Perte) Revenu brut	(421 341) \$	(536 369) \$	3 600 \$	(1 185 751) \$	(39 014) \$	(1 146 581) \$

* Le Fonds a cessé de rendre des services d'audiovisuel en avril 1993.

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

6. ENCAISSE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à la loi constitutive du Fonds, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des moyens de communication.

7. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement	482 112 \$	318 157 \$	163 955 \$
Logiciels	32 196	32 196	
Mobilier	122 621	94 642	27 979
Véhicules	94 102	79 858	14 244
	<u>731 031 \$</u>	<u>524 853 \$</u>	<u>206 178 \$</u>
			<u>300 978 \$</u>

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 109 268 \$ (1993: 160 596 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds des moyens de communication constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Communications à compter de cette date.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, sur les créditeurs et frais courus aux 31 mars 1994 et 1993, sur l'excédent au 31 mars 1994 et sur le déficit au 31 mars 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 16 septembre 1994

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
(L.R.Q., c. M-19)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Services rendus - net (note 3)	41 421 618 \$	47 174 967 \$
Autres	22 113	20 260
	<u>41 443 731</u>	<u>47 195 227</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	24 784 120	21 301 477
Transport et communication	2 098 304	1 274 756
Services professionnels	2 337 981	1 919 649
Entretien et réparations	347 967	133 829
Loyers	6 528 770	5 751 314
Fournitures et approvisionnements	1 865 121	642 408
Amortissement des immobilisations	713 532	608 349
Amortissement des frais de développement de systèmes	355 439	
Autres	83 246	47 497
	<u>39 114 480</u>	<u>31 679 279</u>
REVENU NET	<u>2 329 251 \$</u>	<u>15 515 948 \$</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT	18 321 201 \$	4 405 253 \$
Revenu net	2 329 251	15 515 948
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(15 000 000)	(1 600 000)
SOLDE À LA FIN	<u>5 650 452 \$</u>	<u>18 321 201 \$</u>

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	2 329 251 \$	15 515 948 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	713 532	608 349
Amortissement des frais de développement de systèmes	355 439	
	3 398 222	16 124 297
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	4 035 363	2 686 056
Liquidités provenant des activités d'exploitation	7 433 585	18 810 353
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition:		
Obligation	158 928	
Remboursements	(12 013)	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(15 000 000)	(1 600 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(14 853 085)	(1 600 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(737 182)	(976 597)
Frais de développement de systèmes	(10 402 150)	(4 010 989)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(11 139 332)	(4 987 586)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(18 558 832)	12 222 767
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	14 368 207	2 145 440
(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) LIQUIDITÉS À LA FIN	(4 190 625) \$	14 368 207 \$

L'insuffisance des liquidités du Fonds comprend l'emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminué de l'encaisse et du dépôt à terme.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 814 197 \$	5 368 207 \$
Dépôts à terme (note 4)	500 000	9 000 000
Débiteurs	737 303	1 553 666
Honoraires et frais payés d'avance	894 172	2 477 101
	<u>3 945 672</u>	<u>18 398 974</u>
Immobilisations (note 5)	1 288 107	1 264 457
Frais de développement de systèmes (note 6)	14 307 700	4 260 989
	<u>19 541 479 \$</u>	<u>23 924 420 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec	6 504 822 \$	
Créditeurs et frais courus	6 050 655	5 442 919 \$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	27 905	
Revenus perçus d'avance	1 188 635	160 300
	<u>13 772 017</u>	<u>5 603 219</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	119 010	
EXCÉDENT	5 650 452	18 321 201
	<u>19 541 479 \$</u>	<u>23 924 420 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 8)

ÉVENTUALITÉS (note 9)

Michel Bouchard
Sous-ministre de la Justice et
sous-procureur général

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19), a pour objets la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'enregistrement et à la publicité des documents d'État, des actes de l'état civil, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau de la publicité des droits.

En plus des opérations actuelles des bureaux de la publicité des droits, le Fonds a pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des nouveaux registres de l'état civil, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre de l'état civil, du registre foncier ainsi que celui des droits personnels et réels mobiliers. Ils incluent également le coût de développement du système comptable afférent à ces registres. Ces frais sont portés aux opérations sur une période de 7 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ces registres.

Revenus

La date de démarcation des revenus de radiation est celle de la certification de la mention en marge sur les actes.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

3. SERVICES RENDUS - NET

	1994	1993
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits:		
Enregistrements d'actes	23 784 058 \$	26 455 070 \$
Radiations	10 691 544	15 792 403
Autres	7 742 731	8 509 377
	<u>42 218 333</u>	<u>50 756 850</u>
Partie des droits et honoraires perçus versée au Fonds de la réforme du cadastre québécois en vertu d'une décision du gouvernement du Québec	(4 567 500)	(4 500 000)
	<u>37 650 833</u>	<u>46 256 850</u>
Enregistrements officiels	517 092	658 443
Services rendus relatifs aux:		
Registre de l'état civil	2 100 270	
Registre de référence de l'état civil	563 524	259 674
Registre des droits personnels et réels mobiliers	589 899	
	<u>41 421 618 \$</u>	<u>47 174 967 \$</u>

4. DÉPÔT À TERME

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des registres du ministère de la Justice.

5. IMMOBILISATIONS

	1994		1993	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 812 333 \$	974 482 \$	837 851 \$	1 079 127 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	623 603	341 290	282 313	161 266
Logiciels	136 767	95 966	40 801	24 064
	<u>2 572 703</u>	<u>1 411 738</u>	<u>1 160 965</u>	<u>1 264 457</u>
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	158 928	31 786	127 142	
	<u>2 731 631 \$</u>	<u>1 443 524 \$</u>	<u>1 288 107 \$</u>	<u>1 264 457 \$</u>

6. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1994		1993	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Frais de développement de systèmes	14 663 139 \$	355 439 \$	14 307 700 \$	4 260 989 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994**7. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION**

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1995	37 978 \$
1996	37 978
1997	37 978
1998	37 978
1999	22 152
<hr/>	
Total des paiements minimums exigibles	174 064
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles au taux de 7,5 %	27 149
<hr/>	
Versements échéant en deçà d'un an	146 915
<hr/>	
	27 905
<hr/>	
	119 010 \$
<hr/>	

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 1999. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1995	4 176 212 \$
1996	249 485
1997	93 636
1998	85 139
1999	85 139
<hr/>	
	4 689 611 \$
<hr/>	

9. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant 816 658 \$ ont été intentées contre le Fonds relativement aux activités des bureaux de la publicité des droits.

Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Selon l'opinion du Fonds et de ses conseillers juridiques, la perte éventuelle pouvant résulter de ces poursuites est estimée à 734 000 \$.

Tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux opérations de l'année financière alors en cours.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions défrayées au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1994 s'élèvent à 1 266 639 \$ (1993: 1 023 269 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de registres comptables inadéquats, je n'ai pu vérifier les revenus du registre de l'état civil de l'année financière terminée le 31 mars 1994 comptabilisés au montant de 2 100 270 \$ de même que les revenus perçus d'avance au 31 mars 1994 comptabilisés au montant de 533 757 \$. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des services rendus relatifs au registre de l'état civil et du revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994 ainsi qu'aux débiteurs, aux revenus perçus d'avance et à l'excédent au 31 mars 1994.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier les revenus et les revenus perçus d'avance mentionnés au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 21 septembre 1994

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
PROVENANCE DES FONDS		
Cotisations		
Employeurs	2 927 965	2 816 082
Particuliers	4 148	
Contribution du Fonds consolidé du revenu	1 313 208	1 302 772
	<u>4 245 321</u>	<u>4 118 854</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 779 265	2 710 813
Services hospitaliers	1 466 056	1 408 041
	<u>4 245 321</u>	<u>4 118 854</u>

BILAN
au 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
ACTIF		
Cotisation à recevoir des employeurs	101 100	92 070
Contribution à recevoir du Fonds consolidé du revenu	79 423	129 674
	<u>180 523</u>	<u>221 744</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	129 973	175 709
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	50 550	46 035
	<u>180 523</u>	<u>221 744</u>

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les cotisations des employeurs et des particuliers et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des cotisations des employeurs et des particuliers est effectuée par le ministère du Revenu.

Les cotisations des employeurs et des particuliers sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les cotisations des employeurs et des particuliers au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1^{er} avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 août 1994

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS (note 3)	84 998 987 \$	97 140 879 \$
Coût des services rendus (note 4)	79 736 424	87 975 311
REVENU BRUT	5 262 563	9 165 568
Frais d'administration (note 5)	4 038 620	4 181 611
REVENU NET	1 223 943 \$	4 983 957 \$

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT	5 159 956 \$	9 175 999 \$
Revenu net	1 223 943	4 983 957
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(5 000 000)	(9 000 000)
SOLDE À LA FIN	1 383 899 \$	5 159 956 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 223 943 \$	4 983 957 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 706 130	2 035 978
Perte sur aliénations d'immobilisations	26 322	
	<u>2 956 395</u>	<u>7 019 935</u>
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	771 088	1 214 279
	<u>3 727 483</u>	<u>8 234 214</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités de financement:		
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(5 000 000)	(9 000 000)
	<u></u>	<u></u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit d'aliénations d'immobilisations	1 436	
Acquisitions d'immobilisations	(1 489 628)	(620 515)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	424 447	241 486
	<u>(1 063 745)</u>	<u>(379 029)</u>
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		
	<u>(1 063 745)</u>	<u>(379 029)</u>
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	2 336 262	1 144 815
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	7 836 028	8 980 843
LIQUIDITÉS À LA FIN	<u>5 499 766 \$</u>	<u>7 836 028 \$</u>

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	2 799 766 \$	836 028 \$
Placement temporaire - au coût (note 6)	2 700 000	7 000 000
Débiteurs	5 563 877	8 440 950
Subvention à recevoir du gouvernement du Canada (note 7)	1 531 203	931 300
	<u>12 594 846</u>	<u>17 208 278</u>
Immobilisations (note 8)	7 062 891	7 731 599
	<u>19 657 737 \$</u>	<u>24 939 877 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	6 968 471 \$	8 057 730 \$
Revenus reportés	215 347	457 497
	<u>7 183 818</u>	<u>8 515 227</u>
Revenus reportés	194 068	368 742
Dû au Fonds consolidé du revenu - sans intérêt et sans modalités de remboursement	10 895 952	10 895 952
	<u>18 273 838</u>	<u>19 779 921</u>
EXCÉDENT	1 383 899	5 159 956
	<u>19 657 737 \$</u>	<u>24 939 877 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 9)

Bernard Beauchemin
Administrateur du Fonds des services de
télécommunications

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux Services
gouvernementaux

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des services de télécommunications fournis aux ministères ainsi qu'aux organismes publics ou autres désignés par le Gouvernement.

Ce Fonds était administré par le ministre des Communications jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructure de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques, téléphoniques et de radiocommunications sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

3. REVENUS

	1994	1993
Services de télécommunications	89 572 822 \$	98 750 128 \$
Escompte de volume	(2 196 109)	(1 726 734)
Escompte spécial pour récupération budgétaire	(2 400 000)	
	84 976 713	97 023 394
Autres	22 274	117 485
	84 998 987 \$	97 140 879 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1994	1993
Achats et locations de services	72 400 124 \$	80 625 537 \$
Traitements et avantages sociaux	5 061 631	5 075 260
Loyers	578 435	552 922
Amortissement de l'équipement et de l'infrastructure de radiocommunications, de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques et du matériel roulant	1 515 459	1 797 504
Autres	332 991	305 785
	79 888 640	88 357 008
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada (note 7)	152 216	381 697
	79 736 424 \$	87 975 311 \$

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1994	1993
Traitements et avantages sociaux	2 108 219 \$	2 235 756 \$
Honoraires professionnels	957 364	1 043 045
Voyages et communications	157 588	202 281
Traitement informatique et développement	95 200	117 778
Formation	70 814	71 908
Loyers	237 979	243 179
Location d'équipement	21 899	28 704
Entretien et réparations	60 423	83 455
Fournitures	90 713	143 897
Publicité	13 715	18 236
Abonnements et cotisations	84 887	48 285
Intérêts	1 135	1 539
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	134 888	176 306
Amortissement du mobilier de bureau	28 977	35 766
Amortissement des améliorations locatives	26 806	26 402
Mauvaises créances		13 191
	4 090 607	4 489 728
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada (note 7)	51 987	308 117
	4 038 620 \$	4 181 611 \$

Certaines dépenses du Fonds pour des service de soutien administratif et technique, assumées par le gouvernement du Québec et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations. Toutefois, à compter d'avril 1994, ces dépenses, maintenant assumées par le ministre délégué aux Services gouvernementaux, seront comptabilisées.

6. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des services de télécommunications.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

7. SUBVENTION À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse au Fonds, une subvention pouvant atteindre annuellement 1,5 M\$, pour le développement du réseau intersite de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce programme a pris fin au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1994. Au 31 mars 1994, le montant à recevoir de 1 531 203 \$ est composé de la subvention à recevoir de l'année dernière (initialement prévue à 931 300 \$ et réduite à 902 553 \$) et d'un montant de 628 650 \$ pour l'année courante.

Cette subvention a été comptabilisée en diminution des éléments suivants:

	1994	1993
Coût des services rendus	152 216 \$	381 697 \$
Frais d'administration	51 987	308 117
Immobilisations	424 447	241 486
	<u>628 650 \$</u>	<u>931 300 \$</u>

8. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût net * ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement de radio- communications	5 493 486 \$	3 030 728 \$	2 462 758 \$
Équipement de communi- cations informatiques	5 857 295	5 713 375	143 920
Équipement de bureau- tique et informatique	1 175 046	876 736	298 310
Équipement de communi- cations téléphoniques	116 245	63 934	52 311
Infrastructure de ra- diocommunications	6 500 525	2 558 380	3 942 145
Matériel roulant	352 029	238 449	113 580
Mobilier de bureau	259 293	232 292	27 001
Améliorations locatives	136 054	113 188	22 866
	<u>19 889 973 \$</u>	<u>12 827 082 \$</u>	<u>7 062 891 \$</u>
			<u>7 731 599 \$</u>

* Les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations se répartissent comme suit:

	1993	Imputation de l'année	1994
Équipement de radiocommunications	965 619 \$	390 581 \$	1 356 200 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	258 748	23 889	282 637
Infrastructure de radiocommunications	1 114 488		1 114 488
Matériel roulant	113 537	9 977	123 514
Mobilier de bureau	66 187		66 187
	<u>2 518 579 \$</u>	<u>424 447 \$</u>	<u>2 943 026 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds des services de télécommunications constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Communications à compter de cette date.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 343 612 \$ (1993: 320 372 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité des états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, sur les créditeurs et sur l'excédent aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 juillet 1994

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus (note 3)	21 753 633 \$	25 849 027 \$
Coût (incluant l'amortissement d'immobilisations) (note 4)	18 225 673	20 297 670
REVENU BRUT	3 527 960	5 551 357
 FRAIS D'ADMINISTRATION (note 5)		
Traitements et avantages sociaux	1 873 654	1 850 898
Honoraires professionnels	91 051	62 398
Déplacements	25 542	26 877
Communications	43 939	46 079
Loyers	436 641	436 615
Matériel informatique	66 428	42 061
Transport et entreposage	45 135	35 923
Fournitures	67 828	103 654
Formation	21 717	23 398
Autres frais	13 756	22 000
(Gain) Perte sur aliénations d'immobilisations	(996)	114 541
Amortissement du mobilier de bureau	13 728	119 406
	2 698 423	2 883 850
 REVENU NET	829 537 \$	2 667 507 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT	2 919 409 \$	5 051 902 \$
Revenu net	829 537	2 667 507
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(2 900 000)	(4 800 000)
SOLDE À LA FIN	848 946 \$	2 919 409 \$

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	829 537 \$	2 667 507 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	645 923	1 121 337
(Gain) Perte sur aliénations d'immobilisations	(996)	114 541
	1 474 464	3 903 385
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	749 963	(357 601)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	2 224 427	3 545 784
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition		(1 410)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(2 900 000)	(4 800 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(2 900 000)	(4 801 410)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisitions d'immobilisations	(1 227 750)	(793 915)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(1 903 323)	(2 049 541)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 946 182	3 995 723
LIQUIDITÉS À LA FIN	42 859 \$	1 946 182 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN

au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	42 859 \$	546 182 \$
Placement temporaire - au coût (note 6)		1 400 000
Débiteurs	3 418 526	4 235 039
Frais payés d'avance	426 681	481 147
	<u>3 888 066</u>	<u>6 662 368</u>
Immobilisations (note 7)	1 752 349	1 169 526
	<u>5 640 415 \$</u>	<u>7 831 894 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	827 556 \$	910 623 \$
Revenus reportés	9 408	47 357
	<u>836 964</u>	<u>957 980</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	3 954 505	3 954 505
	<u>4 791 469</u>	<u>4 912 485</u>
EXCÉDENT	848 946	2 919 409
	<u>5 640 415 \$</u>	<u>7 831 894 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 9)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 10)

Éric Martin
Administrateur du Fonds des
services informatiques

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux Services
gouvernementaux

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds était administré par le ministre des Communications jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20 % et 33 %
Équipement et logiciels bureautiques	33 %
Logiciels d'exploitation	33 %
Mobilier de bureau	20 %

3. REVENUS - SERVICES INFORMATIQUES

	1994	1993
Traitement différé	4 495 039 \$	4 704 738 \$
Traitement en temps partagé	3 401 548	3 175 107
Traitement en direct	7 547 604	8 013 110
Stockage	4 228 737	4 344 255
Impression	877 392	1 019 867
Accès à l'ordinateur	1 060 029	1 077 210
Exploitation	211 764	220 469
Développement et maintenance	4 226 738	4 414 777
Locations diverses	1 369 551	1 089 362
Relève	248 905	484 101
	<u>27 667 307</u>	<u>28 542 996</u>
Escompte de volume	2 346 447	2 693 969
Escompte spécial pour récupération budgétaire	3 567 227	
	<u>5 913 674</u>	<u>2 693 969</u>
	<u>21 753 633 \$</u>	<u>25 849 027 \$</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1994

4. COÛT - SERVICES INFORMATIQUES

	1994	1993
Dépenses de fonctionnement:		
Traitements et avantages sociaux	9 099 793 \$	9 419 568 \$
Déplacements	71 038	71 232
Communications	200 085	251 426
Formation	129 437	175 333
Personnel de soutien	55 747	99 523
Loyers	1 746 563	1 746 458
Amortissement de l'équipement informatique	325 622	287 602
Amortissement de l'équipement et des logiciels bureautiques	197 889	461 647
Amortissement des logiciels d'exploitation	108 684	252 682
	<u>11 934 858</u>	<u>12 765 471</u>
Achat et locations de services:		
Services professionnels	1 090 536	1 174 420
Location de l'équipement informatique	1 909 816	3 020 461
Location des logiciels d'exploitation	1 175 077	1 168 538
Entretien de l'équipement informatique et de l'équipement bureautique	808 347	1 059 084
Entretien des logiciels d'exploitation	602 897	568 997
Fournitures informatiques	485 815	374 886
Relève externe	218 327	165 813
	<u>6 290 815</u>	<u>7 532 199</u>
	<u>18 225 673 \$</u>	<u>20 297 670 \$</u>

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

Certaines dépenses du Fonds pour des services de soutien administratif et technique, assumées par le gouvernement du Québec et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations. Toutefois, à compter d'avril 1994, ces dépenses, maintenant assumées par le ministre délégué aux services gouvernementaux, seront comptabilisées.

6. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des services informatiques.

7. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement informatique	2 489 894 \$	1 195 965 \$	1 293 929 \$
Équipement et logiciels bureautiques	1 230 440	940 275	290 165
Logiciels d'exploitation	795 180	633 729	161 451
Mobilier de bureau	765 759	758 955	6 804
	<u>5 281 273 \$</u>	<u>3 528 924 \$</u>	<u>1 752 349 \$</u>
			<u>1 169 526 \$</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

8. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, sans modalités de remboursement	3 954 505 \$	3 954 505 \$

9. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de contrats à long terme s'échelonnant jusqu'en 1999 pour la location et l'entretien d'équipement informatique et de logiciels, pour des services professionnels ainsi que pour des frais d'aménagement de l'immeuble.

La dépense de l'année financière terminée le 31 mars 1994 concernant la location et l'entretien s'élève à 4 496 137 \$, celle des services professionnels à 1 090 536 \$ et celle des frais d'aménagement inclus dans les loyers à 734 428 \$. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1995	4 266 845 \$
1996	2 300 726
1997	1 505 829
1998	342 742
1999	8 299
	<u>8 424 441 \$</u>

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds des services informatiques constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Communications à compter de cette date.

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 528 510 \$ (1993: 510 597 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, sur les créiteurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 juin 1994

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
VENTES	2 235 374 \$	2 218 406 \$
CÔÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	860 510	955 955
REVENU BRUT	1 374 864	1 262 451
REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS (note 5)	117 365	93 602
AUTRES REVENUS	6 484	16 349
	1 498 713	1 372 402
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	951 963	943 503
Honoraires professionnels	14 978	15 046
Communications	46 045	53 883
Loyers	165 762	195 145
Entretien et réparations	21 737	22 862
Fournitures et approvisionnements	25 440	21 404
Mauvaises créances	23 397	1 547
Intérêts et frais bancaires	2 404	2 492
Matériel et équipement	5 446	6 123
Amortissement des immobilisations	65 048	64 578
Amortissement des frais reportés	10 824	10 824
	1 333 044	1 337 407
REVENU NET	165 669 \$	34 995 \$

DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	(355 965) \$	(402 086) \$
Redressement		
Comptabilisation du passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(44 706)	(33 580)
Solde redressé	(400 671)	(435 666)
Revenu net	165 669	34 995
SOLDE À LA FIN	(235 002) \$	(400 671) \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	77 542 \$	137 152 \$
Placement temporaire - au coût (note 6)	1 300 000	1 300 000
Débiteurs	396 380	495 607
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	217 165	332 854
Stocks	288 716	303 791
Frais payés d'avance	4 851	7 126
	<u>2 284 654</u>	<u>2 576 530</u>
Immobilisations (note 7)	60 810	97 602
Frais reportés	75 768	86 592
	<u>2 421 232 \$</u>	<u>2 760 724 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	340 403 \$	865 432 \$
Revenus reportés	1 867 395	1 847 527
	<u>2 207 798</u>	<u>2 712 959</u>
Avance du Fonds consolidé du revenu, sans intérêt et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	<u>2 656 234</u>	<u>3 161 395</u>
DÉFICIT	235 002	400 671
	<u>2 421 232 \$</u>	<u>2 760 724 \$</u>

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-15.1) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment ainsi que certaines données cadastrales.

Ce Fonds est administré par le ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Stocks

Les stocks de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets spécifiques des services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés du Gouvernement pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitements et avantages sociaux	11 126 \$
Revenu net	(11 126)
Créditeurs	44 706
Déficit	44 706

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1994	1993
Stocks au début	303 791 \$	298 687 \$
Traitements et avantages sociaux	47 411	42 894
Achats	798 024	918 165
	<hr/>	<hr/>
	1 149 226	1 259 746
Stocks à la fin	288 716	303 791
	<hr/>	<hr/>
	860 510 \$	955 955 \$

5. REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS

* Le coût du matériel et de l'équipement relatif à la réalisation de projets spécifiques est imputé aux dépenses lors de l'acquisition. Les contributions comptabilisées comme revenus reportés et servant à défrayer ces acquisitions sont virées aux revenus au même moment.

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-15.1) les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds d'information géographique et foncière.

	1994			1993
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement accumulé	Net	Net
Matériel et équipement	351 146 \$	290 336 \$	60 810 \$	97 602 \$

	1994	1993
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	322 889 \$	339 021 \$
Acquisitions	28 257	19 768
Dispositions		(35 900)
Solde à la fin	351 146 \$	322 889 \$

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et l'état du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 28 juin 1994

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
REVENUS		
Services rendus	1 659 172 \$	1 399 046 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	982 549	928 968
Loyers	87 439	97 173
Honoraires professionnels	75 052	10 876
Frais de déplacement et de séjour	4 561	1 563
Communications	62 382	61 542
Services informatiques	83 970	87 570
Achats de données statistiques	131 063	93 345
Logiciels et matériel informatique	18 709	39 797
Impressions et frais de bureau	116 834	33 069
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	11 878	22 608
Autres	11 719	15 001
Amortissement des immobilisations	31 790	45 217
Amortissement des frais reportés	700	10 020
	1 618 646	1 446 749
REVENU NET (PERTE NETTE)	40 526 \$	(47 703) \$

DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	(33 633) \$	
Redressement		
Comptabilisation du passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(19 278)	(5 208) \$
Solde redressé	(52 911)	(5 208)
Revenu net (Perte nette)	40 526	(47 703)
SOLDE À LA FIN	(12 385) \$	(52 911) \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	9 974 \$	61 268 \$
Débiteurs	598 464	432 723
Travaux en cours	84 879	70 456
Avances sur achats de données statistiques	119 136	
	812 453	564 447
Immobilisations (note 4)	9 128	37 191
Frais reportés	700	2 106
	822 281 \$	603 744 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Bureau de la statistique du Québec	80 832 \$	20 010 \$
Autres	194 242	118 450
Avances de clients sur contrats de service	38 004	75 321
Intérêts courus	4 043	5 886
Revenus reportés	191 545	85 988
	508 666	305 655
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	326 000	351 000
DÉFICIT	(12 385)	(52 911)
	822 281 \$	603 744 \$

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 50 % l'an.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés du Gouvernement pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitements et avantages sociaux	14 070 \$
Perte nette	14 070
Créditeurs	28 208
Dû au Fonds consolidé du revenu	(8 930)
Déficit	19 278

4. IMMOBILISATIONS

	1994			1993
	Coût *	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	190 555 \$	182 167 \$	8 388 \$	32 010 \$
Mobilier et équipement	15 313	14 573	740	5 181
	<u>205 868 \$</u>	<u>196 740 \$</u>	<u>9 128 \$</u>	<u>37 191 \$</u>
* Coût			1994	1993
Solde au début			202 141 \$	198 247 \$
Acquisitions			3 727	3 894
Solde à la fin			<u>205 868 \$</u>	<u>202 141 \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	326 000 \$	351 000 \$

6. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les états financiers ne tiennent pas compte des coûts du personnel cadre et de soutien affecté à des projets du Fonds et rémunéré par le Bureau de la statistique de Québec. De plus, ils ne tiennent pas compte de la part du Fonds dans les coûts de développement et d'utilisation des systèmes de gestion de projets assumée par le Bureau.

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions défrayées par le Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 39 406 \$ (1993: 33 027 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et l'état du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme le mentionne la note 6, certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le Bureau de la statistique du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Si ces coûts avaient été comptabilisés, le revenu net de l'exercice aurait été réduit de 134 900 \$. Par contre, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de la non-comptabilisation des dépenses assumées par le Bureau sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1993, et sur le déficit au 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception des effets des redressements dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 21 juillet 1994

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
		(note 3)
REVENUS		
Services de courrier et de messagerie	25 715 164 \$	27 422 398 \$
Revenus d'intérêts	1 545	13 333
Gain sur aliénations d'immobilisations	1 200	13 256
	<u>25 717 909</u>	<u>27 448 987</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Services postaux et de messagerie	20 133 715	21 415 750
Traitements et avantages sociaux	4 448 688	4 877 359
Loyers	640 930	886 571
Fournitures	195 840	234 697
Entretien	208 831	197 575
Communications	128 876	120 788
Services administratifs	91 602	33 855
Amortissement des immobilisations	274 509	233 575
Frais généraux facturés par le gouvernement du Québec (note 5)		90 000
Autres dépenses	58 415	16 912
	<u>26 181 406</u>	<u>28 107 082</u>
PERTE NETTE	<u>463 497 \$</u>	<u>658 095 \$</u>

DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	582 615 \$	
Redressement		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale (note 3)	75 480	
Solde redressé	658 095	
Perte nette	463 497	658 095 \$
SOLDE À LA FIN	<u>1 121 592 \$</u>	<u>658 095 \$</u>

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 4)	175 500 \$	42 410 \$
Débiteurs	2 902 886	3 205 088
Stock de valeurs postales	985 988	1 481 152
Frais payés d'avance	616	25 034
	<hr/>	<hr/>
	4 064 990	4 753 684
Immobilisations (note 5)	995 059	1 150 706
	<hr/>	<hr/>
	5 060 049 \$	5 904 390 \$
	<hr/>	<hr/>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3 456 846 \$	3 957 690 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu	120 000	
	<hr/>	<hr/>
	3 576 846	3 957 690
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	2 604 795	2 604 795
	<hr/>	<hr/>
	6 181 641	6 562 485
DÉFICIT	1 121 592	658 095
	<hr/>	<hr/>
	5 060 049 \$	5 904 390 \$
	<hr/>	<hr/>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 8)

Gaston Couillard
Administrateur du Fonds du courrier
et de la messagerie

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux services gouvernementaux

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du courrier et de la messagerie, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., Chapitre M-23.01) a pour objet de fournir, moyennant considérations, les services de traitement du courrier et de la messagerie externe des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds était administré par le ministère des Approvisionnements et Services jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce fonds est prévu par sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Stock de valeurs postales

Les stocks de valeurs postales sont évalués au prix coûtant.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
	<hr/>
Matériel d'insertion	6 2/3 %
Matériel de levage	10 %
Machines à affranchir	20 %
Balances postales	20 %
Systèmes de gestion	20 %
Véhicules	20 %
Ameublement	20 %
Équipement bureautique	20 %
Améliorations locatives	20 %

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Traitements et avantages sociaux	75 480 \$
Perte nette	75 480
Créditeurs et frais courus	75 480
Déficit	75 480

4. ENCAISSE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à la loi constitutive du Fonds, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds du courrier et de la messagerie.

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

5. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement accumulé	Net
Matériel d'insertion	59 001 \$	7 867 \$	51 134 \$
Matériel de levage	46 192	8 639	37 553
Machines à affranchir	130 233	41 575	88 658
Balances postales	65 550	24 213	41 337
Systèmes de gestion	153 832	61 533	92 299
Véhicules	807 505	293 663	513 842
Ameublement	126 550	50 620	75 930
Équipement bureautique	46 685	16 471	30 214
Améliorations locatives	66 302	2 210	64 092
	<u>1 501 850 \$</u>	<u>506 791 \$</u>	<u>995 059 \$</u>
			<u>1 150 706 \$</u>

6. DÙ AU FOND CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Dù suite au transfert d'actifs et de passifs du Service du courrier et des messageries du ministère des Approvisionnements et Services, sans intérêt, dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées par le Gouvernement	<u>2 604 795 \$</u>	<u>2 604 795 \$</u>

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 177 882 \$ (1993: 185 562 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds du courrier et de la messagerie constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services à compter de cette date.

9. FRAIS GÉNÉRAUX ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le montant de 90 000 \$ comptabilisé en 1992-1993 au titre des frais généraux assumés par le gouvernement du Québec représente une partie du coût des services de soutien administratif et technique, assumé par le gouvernement du Québec et non facturé au Fonds. Pour l'année financière terminée le 31 mars 1994, aucun montant n'a été inscrit pour ces frais.

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du courrier et de la messagerie du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations et l'état du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que les dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Par ailleurs, le Fonds a comptabilisé certaines de ces dépenses à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1993. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, les redressements qui auraient dû être apportés à la perte nette des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, aux créiteurs et frais courus aux 31 mars 1994 et 1993 et au déficit aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements qui ont dû être apportés et dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis des conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 31 août 1994

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
REVENUS		
Services	26 964 671 \$	25 968 181 \$
Redevances		734 875
Gain sur aliénations d'immobilisations	654 964	179 931
Autres	241 773	180 752
	<u>27 861 408</u>	<u>27 063 739</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	11 276 212	11 290 020
Entretien et réparations	3 868 965	5 635 319
Pièces de rechange et fournitures	1 817 479	2 631 060
Carburant	1 970 318	2 449 399
Transport et communication	855 602	858 317
Loyers - immeubles	2 165 459	2 062 978
Loyers - aéronefs et équipements	480 380	564 589
Services professionnels, administratifs et autres	1 146 646	733 227
Matériel, équipement et autres dépenses	139 891	85 915
Intérêts sur dette à long terme (note 12)	2 076 221	2 198 089
Amortissement des immobilisations	3 616 328	3 239 736
Amortissement des frais reportés	88 233	41 855
	<u>29 501 734</u>	<u>31 790 504</u>
PERTE AVANT ÉLÉMENTS SUIVANTS	1 640 326	4 726 765
Perte sur aliénation d'immobilisations (note 3)	3 155 946	
Contribution du gouvernement du Québec	(3 335 900)	(3 335 900)
PERTE NETTE	<u>1 460 372 \$</u>	<u>1 390 865 \$</u>

DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
EXCÉDENT AU DÉBUT	1 121 627 \$	3 412 492 \$
Perte nette	(1 460 372)	(1 390 865)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(900 000)
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	<u>(338 745) \$</u>	<u>1 121 627 \$</u>

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(1 460 372) \$	(1 390 865) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	3 616 328	3 239 736
Amortissement des frais reportés	88 233	41 855
Gain sur aliénation d'immobilisations	(654 964)	(179 931)
Perte sur aliénation d'immobilisations	3 155 946	
	4 745 171	1 710 795
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 929 670	2 240 793
Liquidités provenant des activités d'exploitation	6 674 841	3 951 588
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Créance à recevoir	(1 307 735)	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition:		
Obligations	590 149	353 593
Remboursements	(1 269 653)	(1 236 165)
Avances du Fonds consolidé du revenu	5 985 763	85 861 135
Remboursement d'avances du Fonds consolidé du revenu	(91 846 898)	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(900 000)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(87 848 374)	84 078 563
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Frais d'acquisition d'aéronefs reportés	(2 462 276)	
Dépôt en garantie sur contrats de location- acquisition	(250 200)	(137 400)
Dépôt sur acquisition d'aéronefs	(205 080)	(89 164 172)
Remboursement d'un dépôt sur acquisition d'aéronefs	89 164 172	
Acquisition d'immobilisations	(610 358)	(2 985 799)
Produit d'aliénations d'immobilisations	666 344	179 931
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'investissement	86 302 602	(92 107 440)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	5 129 069	(4 077 289)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	6 831 261	10 908 550
LIQUIDITÉS À LA FIN	11 960 330 \$	6 831 261 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les dépôts à terme.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 4)	7 960 330 \$	6 831 261 \$
Dépôts à terme (note 4)	4 000 000	
Débiteurs	2 058 908	1 560 473
Stocks	9 361 353	9 664 058
Frais payés d'avance	35 522	187 398
Dépôt sur acquisition d'aéronef (note 5)	205 080	
	<u>23 621 193</u>	<u>18 243 190</u>
Créance à recevoir	1 307 735	
Dépôt sur acquisition d'aéronefs (note 12)		89 164 172
Dépôt en garantie sur contrats de location-acquisition (note 6)	2 767 400	2 517 200
Immobilisations (note 7)	40 743 167	46 916 463
Frais reportés (note 8)	3 020 793	306 800
	<u>71 460 288 \$</u>	<u>157 147 825 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 820 113 \$	2 184 950 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 10)	1 426 565	1 249 109
Intérêts courus	5 981 348	3 303 037
Avance du Fonds consolidé du revenu		85 861 135
	<u>9 228 026</u>	<u>92 598 231</u>
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 10)	19 538 372	20 395 332
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalités de remboursement	43 032 635	43 032 635
	<u>71 799 033</u>	<u>156 026 198</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT	(338 745)	1 121 627
	<u>71 460 288 \$</u>	<u>157 147 825 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 12)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 13)

Gaston Couillard
Administrateur du Fonds du service
aérien gouvernemental

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du service aérien gouvernemental, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de financer les coûts des services de transport aérien fournis par le ministère des Approvisionnement et Services, dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales.

Ce Fonds était administré par le ministre des Approvisionnement et Services jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de pièces de rechange, de fournitures et de carburant sont inscrits au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Pour les pièces démontées des aéronefs et retournées en inventaire, leur coût correspond à celui de leur remise en état de fonctionnement. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes et les taux suivants compte tenu de leur valeur résiduelle:

	Méthode	Taux
Aéronef de type Cheyenne	Linéaire	10 %
Autres aéronefs	Linéaire	6 2/3 %
Équipements d'aéronefs	Linéaire	20 %
Mobilier, matériel et équipement	Dégressif	20 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 %

Les frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation ou selon la méthode d'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation, variant de 3 à 15 ans, compte tenu de leur valeur résiduelle.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Frais reportés

Ce poste représente les gains ou pertes non matérialisés sur change étranger et sont amortis sur la durée résiduelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition et du dépôt en garantie y afférent auxquels ils se rapportent. De plus, des frais encourus pour l'acquisition d'aéronefs sont comptabilisés comme frais reportés et seront virés au coût des aéronefs lors de leur livraison.

Conversion des devises étrangères

Des comptes d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan; les comptes de résultats et les stocks sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les gains ou pertes matérialisés sur change étranger sont imputés aux opérations de l'année financière.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

3. PERTE SUR ALIÉNATION D'IMMOBILISATION

Le 1^{er} décembre 1993, un aéronef de type Short Sherpa s'est écrasé et a été déclaré perte totale. La valeur comptable de cet aéronef, à cette date, était de 3 155 946 \$.

4. ENCAISSE ET DÉPÔTS À TERME

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à la loi constitutive du Fonds, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds du service aérien gouvernemental.

5. DÉPÔT SUR ACQUISITION D'AÉRONEF

Le gouvernement du Québec a autorisé le Fonds à acquérir un hélicoptère. Le 10 décembre 1993, le Fonds a versé au fournisseur une somme de 155 000 \$US (205 081 \$) à titre d'acompte sur le prix d'acquisition de 1 940 620 \$US. Cet appareil a été reçu le 25 avril 1994.

6. DÉPÔT EN GARANTIE SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Ce dépôt, échéant le 15 juillet 2001, porte intérêt au taux du marché pour un dépôt à terme de trois mois à deux ans au choix du ministre des Finances (3,40 % au 31 mars 1994).

7. IMMOBILISATIONS

	1994			1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement accumulé	Net	Net
Avions CL-215 T	25 014 406 \$	2 834 968 \$	22 179 438 \$	23 596 923 \$
Autres aéronefs	25		25	30
Équipements d'aéronefs	708 772	283 509	425 263	567 018
Frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs	2 621 377	806 692	1 814 685	2 085 452
Mobilier, matériel et équipement	970 878	367 215	603 663	568 877
Améliorations locatives	86 714	8 425	78 289	
	<u>29 402 172</u>	<u>4 300 809</u>	<u>25 101 363</u>	<u>26 818 300</u>
Immobilisations détenues en vertu des contrats de location-acquisition:				
Aéronef de type Cheyenne	2 742 677	698 971	2 043 706	2 276 834
Autres aéronefs	16 383 248	2 785 150	13 598 098	17 821 329
	<u>19 125 925</u>	<u>3 484 121</u>	<u>15 641 804</u>	<u>20 098 163</u>
	<u>48 528 097 \$</u>	<u>7 784 930 \$</u>	<u>40 743 167 \$</u>	<u>46 916 463 \$</u>

8. FRAIS REPORTÉS

	1994	1993
Perte nette non matérialisée sur change - au coût amorti	558 517 \$	306 800 \$
Frais d'acquisition d'aéronefs - au coût	2 462 276	
	<u>3 020 793 \$</u>	<u>306 800 \$</u>

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

9. FRAIS D'ADMINISTRATION

Certaines dépenses du Fonds pour des services de soutien administratif et technique, assumées par le gouvernement du Québec et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations. Toutefois, à compter d'avril 1994, ces dépenses, maintenant assumées par le ministre délégué aux Services gouvernementaux, seront comptabilisées.

10. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1995	3 407 038 \$
1996	3 407 038
1997	3 407 038
1998	3 407 038
1999	3 407 038
2000 à 2003	14 989 286
Total des paiements minimums exigibles	32 024 476
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux variant de 9,25 % à 10,094 %	11 059 539
	20 964 937
Versements échéant en deçà d'un an	1 426 565
	19 538 372 \$

Pour un de ces contrats de location-acquisition, les versements sont effectués en dollars américains.

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 526 086 \$ (1993: 492 752 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

12. ENGAGEMENTS

Le 5 août 1992, le gouvernement du Québec a autorisé le Fonds à acquérir huit avions-citernes CL-415 dont le coût total s'élève à 137 451 152 \$, en dollars de juin 1990. Ce montant, indexé en date de janvier 1994, était estimé à 165 millions de dollars. Il était prévu que leur livraison s'échelonne d'avril 1994 à octobre 1996. En cours d'année, le Fonds a accepté que la livraison des quatre premiers appareils soit reportée et a reçu, à cet effet, une somme de 4 100 000 \$. Il est maintenant prévu que leur livraison s'échelonnera d'octobre 1995 à mai 1997.

Le 30 septembre 1993, le gouvernement du Québec a conclu une convention de novation de vente prévoyant le transfert de propriété de ces appareils à un bailleur ainsi que tous les engagements financiers reliés au contrat d'achat. À cette date, le Fonds s'est engagé à les louer au fur et à mesure de leur réception. De plus, il s'est fait rembourser son dépôt sur acquisition d'aéronefs.

13. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds du service aérien gouvernemental constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services à compter de cette date.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du service aérien gouvernemental du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans les paragraphes ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que les dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, les redressements qui auraient dû être apportés à la perte nette des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, aux créanciers et frais courus aux 31 mars 1994 et 1993, au déficit au 31 mars 1994 et à l'excédent au 31 mars 1993.

De plus, le Fonds a comptabilisé au 31 mars 1994 une créance de 1 635 000 \$ à recevoir d'un client pour l'exploitation d'avions citernes. Étant donné que les systèmes comptables du Fonds ne fournissent pas par client l'ensemble des frais d'exploitation, je n'ai pu déterminer, au prix d'un effort raisonnable, si certains redressements auraient dû être apportés aux débiteurs, à la créance à recevoir et au déficit au 31 mars 1994 ainsi qu'aux revenus de services et à la perte nette de l'année financière terminée à cette date.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements dont il est question aux paragraphes précédents, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi du Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 19 août 1994

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 mars 1993	Encaissements	Remboursements	Solde au 31 mars 1994
Taxe sur les produits et services:				
Recettes perçues	111 687	4 312 511	4 256 046	168 152
Crédits pour intrants		2 233 521	2 233 521	
	111 687	6 546 032	6 489 567	168 152
Dépôts de cautionnements et de garanties:				
Sociétés, organismes et particuliers	50 069	178 298	81 637	146 730
Officiers de justice	62 373	170 480	168 052	64 801
Municipalités	2 065	2 032	1 335	2 762
	114 507	350 810	251 024	214 293
	226 194	6 896 842	6 740 591	382 445

BILAN
au 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
ACTIF		
Encaisse	1 413	1 747
Valeurs détenues:		
Obligations	137 452	40 567
Bons du trésor de gouvernements	2 320	1 660
Avances au Fonds consolidé du revenu	241 260	182 220
	382 445	226 194
PASSIF		
Dépôts		
Taxe sur les produits et services	168 152	111 687
Cautionnements et garanties		
Sociétés, organismes et particuliers	146 730	50 069
Officiers de justice	64 801	62 373
Municipalités	2 762	2 065
	214 293	114 507
	382 445	226 194

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS EN FIDÉICOMMIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1994****1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES**

Les Fonds en fidéicomis sont composés:

- de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers. Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).
- de sommes perçues et de crédits pour intrants administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au sous-ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des Fonds en fidéicomis au 31 mars 1994, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 5 octobre 1994

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
REVENUS		
Ventes et abonnements	11 152 258 \$	10 755 768 \$
Services et autres	370 984	113 972
	11 523 242	10 869 740
Redevances	152 423	235 025
	11 370 819	10 634 715
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	6 316 066	6 159 247
REVENU BRUT	5 054 753	4 475 468
FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 5)	4 605 646	5 077 560
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 5)	1 475 702	1 748 294
PROVISION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE (note 3)	52 423	55 099
	6 133 771	6 880 953
PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	1 079 018	2 405 485
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	1 023 662	3 275 000
(PERTE NETTE) REVENU NET	(55 356) \$	869 515 \$

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
EXCÉDENT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	1 795 437 \$	870 823 \$
Redressement		
Comptabilisation d'un passif relatif à l'équité salariale (note 3)	(144 241)	(89 142)
Solde redressé	1 651 196	781 681
(Perte nette) Revenu net	(55 356)	869 515
EXCÉDENT À LA FIN	1 595 840 \$	1 651 196 \$

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(55 356) \$	869 515 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	244 431	203 018
	189 075	1 072 533
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	286 888	(447 669)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	475 963	624 864
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(112 558)	(134 427)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	363 405	490 437
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 832 532	1 342 095
LIQUIDITÉS À LA FIN	2 195 937 \$	1 832 532 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN

au 31 mars 1994

	1994	1993 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 6)	1 695 937 \$	532 532 \$
Placement temporaire - au coût (note 6)	500 000	1 300 000
Débiteurs	2 646 747	1 935 155
Travaux en cours	33 477	80 160
Stocks	1 430 570	1 806 451
	<u>6 306 731</u>	<u>5 654 298</u>
Immobilisations (note 7)	366 410	498 283
	<u>6 673 141 \$</u>	<u>6 152 581 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 770 062 \$	1 203 520 \$
Revenus reportés	1 346 381	1 337 007
	<u>3 116 443</u>	<u>2 540 527</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	1 960 858	1 960 858
	<u>5 077 301</u>	<u>4 501 385</u>
EXCÉDENT	1 595 840	1 651 196
	<u>6 673 141 \$</u>	<u>6 152 581 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 10)

Raynald Brulotte
Administrateur du Fonds Les
Publications du Québec

Jean-Claude Careau
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1994

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds était administré par le ministre des Communications jusqu'au 12 janvier 1994. À cette date, la responsabilité du Fonds a été transférée au ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est déterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est indéterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

Travaux en cours

Les travaux en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Stocks

Les stocks de livres et autres articles sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de comptabiliser un passif relativement à un projet d'entente concernant l'équité salariale de certaines catégories d'employés pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1993.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1993:

Provision pour l'équité salariale *	55 099 \$
Revenu net	(55 099)
Créditeurs et frais courus	144 241
Excédent	(144 241)

* Cette provision n'a pas été répartie entre le coût des marchandises vendues, les frais de commercialisation et les frais d'administration.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1994	1993
Travaux en cours au début	80 160 \$	169 427 \$
Frais directs d'édition	4 700 610	4 258 749
Main-d'oeuvre directe d'édition	1 181 119	1 152 895
Frais généraux d'édition:		
Traitements et avantages sociaux	352 802	344 371
Honoraires professionnels	14 962	34 279
Transport et communication	39 800	35 755
Loyers	63 154	141 165
Entretien et réparations	1 866	5 898
Fournitures et approvisionnements	10 028	15 175
Matériel et équipement	9 967	11 359
Amortissement des immobilisations	67 296	36 475
	559 875	624 477
Travaux en cours à la fin	6 521 764 33 477	6 205 548 80 160
Coût des produits édités	6 488 287	6 125 388
Achats de marchandises pour la revente	434 778	570 708
	6 923 065 (982 880)	6 696 096 (620 222)
Moins: coûts facturés aux clients		
	5 940 185	6 075 874
Stocks au début	1 806 451	1 889 824
	7 746 636	7 965 698
Stocks à la fin	1 430 570	1 806 451
	6 316 066 \$	6 159 247 \$

5. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	1994		1993	
	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration
Traitements et avantages sociaux	2 462 612 \$	938 189 \$	2 719 087 \$	1 127 902 \$
Honoraires professionnels	235 749	87 079	270 905	139 166
Transport et communications	997 491	133 811	1 151 792	135 149
Loyers	695 730	54 551	734 897	106 066
Entretien et réparations	23 271	23 334	11 404	29 066
Fournitures et approvisionnements	102 523	35 319	96 921	42 944
Matériel et équipement	18 549	10 136	18 612	9 044
Autres	50	85 819	3 765	62 591
Amortissement des immobilisations	69 671	107 464	70 177	96 366
	4 605 646 \$	1 475 702 \$	5 077 560 \$	1 748 294 \$

Certaines dépenses du Fonds pour des services de soutien administratif et technique, assumées par le gouvernement du Québec et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations. Toute fois, à compter d'avril 1994, ces dépenses, maintenant assumées par le ministre délégué aux Services gouvernementaux seront comptabilisées.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

6. ENCAISSE ET PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à la loi constitutive du Fonds, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds Les Publications du Québec.

7. IMMOBILISATIONS

	1994		1993
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	335 426 \$	204 918 \$	130 508 \$
Mobilier de bureau	186 428	184 279	2 149
Équipement de bureautique	182 740	159 188	23 552
Améliorations locatives	110 088	84 931	25 157
Équipement d'entrepôt	54 139	51 033	3 106
Logiciels et frais de développement de systèmes informatiques	441 439	259 501	181 938
Droits d'auteur	8 757	8 757	
	<u>1 319 017 \$</u>	<u>952 607 \$</u>	<u>366 410 \$</u>
			<u>498 283 \$</u>

8. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1994	1993
Dù suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales, sans intérêt et sans modalités de remboursement	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Dù suite au transfert d'immobilisations du gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	157 768	157 768
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 245 625 \$ (1993: 234 047 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1994

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), entrée en vigueur le 17 juin 1994, le Fonds Les Publications du Québec constitué par cette loi continue celui constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Communications à compter de cette date.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1993 ont été reclassés afin de la rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le résultat des opérations des années financières terminées les 31 mars 1994 et 1993, sur les créiteurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1994 et 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 16 septembre 1994

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1994

	1994	1993
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	44 037 407 \$	52 274 071 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	74 299	43 428
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	75 205 906	116 392 306
Produit d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	1 693 683	
Produit d'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques		3 125 000
	121 011 295	171 834 805
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	830 084	
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	17 763 659	24 649 329
Parachèvement des installations olympiques Biodôme	12 863 093	14 373 392
	700 000	9 457 173
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	79 713 219	124 149 902
Intérêts sur les emprunts à court terme: Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	380 360	1 307 423
Du Fonds spécial olympique	503	16 346
	112 250 918	173 953 565
AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FONDS	8 760 377	(2 118 760)
SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS AU DÉBUT	(329 657)	1 789 103
SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS À LA FIN	8 430 720 \$	(329 657) \$

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1994

	1994	1993
ACTIF		
Encaisse	1 844 524 \$	72 513 \$
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	6 579 593	3 805 268
Autres	6 354	889
Intérêts courus	249	283
	<u>8 430 720 \$</u>	<u>3 878 953 \$</u>
PASSIF		
Créditeur		
Fonds consolidé du revenu		4 208 610 \$
SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS	<u>8 430 720 \$</u>	<u>(329 657)</u>
	<u>8 430 720 \$</u>	<u>3 878 953 \$</u>

Bob Mc Cullough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1994****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril et qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1^{er} avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1994 ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 29 août 1994



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003969